

# solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · (02)513 66 26

N° 1 (1116) 3 janvier 1996, 26<sup>ème</sup> année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 – 3

## Le bateau de la mort et de l'injustice

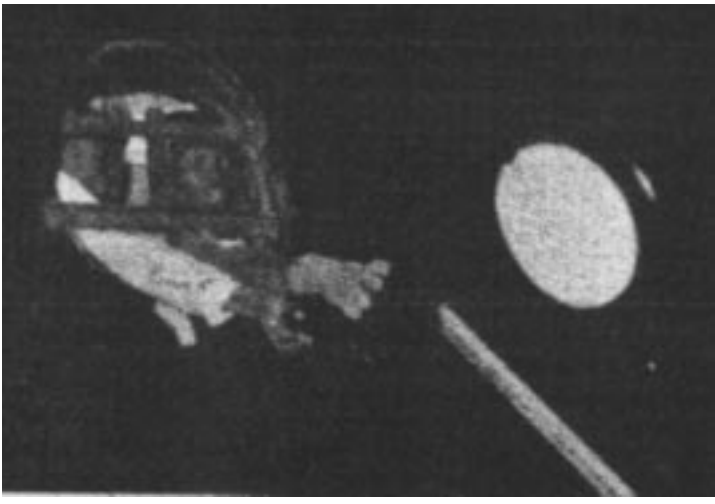


Un passager clandestin africain mort dans les cales de l'Elise D à Anvers. Nous avons le devoir de montrer l'horreur de l'impérialisme et de le combattre. (Photo Solidaire)



Pages 8, 10 et 11

**Sabena, SNCB : deux grèves  
craintes par la bourgeoisie**



## A Noël aussi, les frontières sont fermées

Enrico De Simone, Marianne Martin, Frans Vanbelle

Un tout petit article dans un journal, la veille de Noël : un bateau serait arrivé à Anvers avec six passagers clandestins à bord. Deux d'entre eux seraient déjà morts. L'association Frontières ouvertes, qui s'occupe des réfugiés, s'est immédiatement mis en action. Cette intervention rapide a empêché que les quatre réfugiés survivants n'ont pas été tout de suite renvoyés.

# La mort ou la prison

### Six réfugiés clandestins tentèrent en vain de fuir l'enfer de leur pays

Noël, au petit matin, quai 324 des docks d'Anvers, déserts. Quinze membres de "Frontières ouvertes", l'organisation d'aide aux réfugiés, attendent devant le cargo "Elise D". Le capitaine a signalé au port la présence de quatre passagers clandestins. Et la mort probable de deux autres, entre les balles de cacao. On ne le saura qu'après le déchargement, prévu pour le lendemain.

Tout d'un coup, un hublot s'ouvre. Quelques visages noirs apparaissent, des bras se tendent à travers les barreaux. En anglais, ils demandent de l'aide et des vêtements chauds. L'un d'entre nous retire sa veste, d'autres passent leurs souliers, leur écharpe, leur passe-montagne, quel qu'un a un sac de vieux vêtements dans sa voiture. Au moyen d'un bâton, nous transmettons les vêtements, accueillis avec gratitude...

Les passagers clandestins expliquent qu'ils sont quatre, deux du Ghana, deux de Sierra Leone. Ils ont fui la prison et la guerre qui frappe leur pays. Un jeune explique que les soldats ont incendié son village au Sierra Leone et que ses parents ont été massacrés. La détresse se lit sur leurs visages. L'un d'eux a quatorze ans.

Durant la traversée, ils ont entendu deux autres passagers clandestins, quelque part dans le navire; mais ils sont probablement morts de faim et de soif. Eux-mêmes sortaient péniblement de leur espace. L'un d'eux n'en avait même plus la force. Au moyen d'un

bâton, nous leur acheminons du papier et un stylo, pour qu'ils écrivent leurs noms et leurs histoires, et demandent l'asile. Alors, le capitaine intervient et la petite fenêtre se ferme.

Elle se rouvre soudain. Rapidement, une boule de papier est lancée sur le quai. Les récits des deux réfugiés de Sierra Leone. Nous les reproduisons ci-contre. Le jour même, l'asbl Frontières Ouvertes introduit une demande d'asile politique pour eux.

### Voulez-vous emmener ces réfugiés ?

Le lendemain matin, nous revenons sur le quai à huit heures. Entre temps, les dockers ont commencé à décharger le bateau. Nous sommes une trentaine : des membres de l'organisation d'aide aux réfugiés "Truth", une délégation de jeunes de diverses régions. Nous lisons les déclarations des réfugiés devant les caméras de la BRT.

Roger De Cauwer, responsable du déchargement, exprime sa colère d'attendre si longtemps pour partir à la recherche des deux réfugiés manquants. D'autres dockers s'indignent également, ils ne comprennent pas qu'on ne les ait toujours pas sortis.

Le capitaine grec débarque. Il raconte dans quelles circonstances les quatre réfugiés ont été découverts, comment il leur a donné à manger et à boire, et même offert des vêtements. Manifestement, un brave homme. Il demande si nous



Frontières Ouvertes a manifesté contre la Forteresse Europe, le 29 décembre. En mémoire de ceux qui sont morts pour avoir tenté d'y pénétrer.

voulons accueillir les réfugiés, les nourrir, les habiller... Tous, nous crions : «Oui, confiez-les nous !» Mais il ne peut rien faire. Il doit en référer aux autorités du port, explique-t-il...

Réponse : les quatre réfugiés doivent être emmenés ce matin au "centre fermé", dans le camp de concentration de Melsbroek. Nous nous réjouissons néanmoins qu'ils puissent débarquer, mais protestons contre leur enfermement. Ils n'ont commis aucun

crime. Mais telle est la politique d'asile du ministre socialiste Van de Lanotte.

### Pas même un dernier hommage !

Le soir, les dockers nous avertissent qu'on a trouvé les deux autres réfugiés. Après avoir entamé les recherches eux-mêmes, ils ont rapidement découvert les cadavres.

Le lendemain, à 6 heures, nous

sommes à nouveau une dizaine sur le quai. Nous tenons conseil. On dépose des fleurs auprès du navire. Et un panneau : «Schengen, c'est le meurtre».

A 8 heures 30, arrivent enfin les pompiers et l'ambulance. A 10 heures, on charge les deux corps. Un d'entre nous veut déposer des fleurs sur le convoi qui les emmène, mais le commandant des pompiers le repousse brutalement. Même un dernier hommage, cela est refusé aux deux Africains...

# "Ici, les marchandises comptent plus que les gens !"

### Deux jours durant, les dockers n'ont pu rechercher d'éventuels survivants

Les passagers clandestins décédés (voir ci-dessus) se trouvaient sous une cargaison de fèves de cacao destinée à l'Estonie. Les cadavres devaient y rester jusqu'au port estonien de Tallinn, après être d'abord passés par Amsterdam. L'action de "Frontières ouvertes" a fait échouer ce projet. Les deux jeunes Africains anonymes ont reçu une sépulture en Belgique. Les dockers qui ont découvert les

deux corps (voir ci-contre) sont furieux : «On n'a fait aucun effort pour les trouver, ces réfugiés. C'est pas parce que ce sont des Noirs, que ces gens doivent mourir. Ce sont des êtres humains comme tout le monde».

Avant cette découverte, averti par les autres clandestins à bord, le capitaine envisageait encore la possibilité que les deux réfugiés soient vivants, même si cette

chance était faible. Pourquoi a-t-on attendu deux jours avant de faire les recherches ? Pourquoi ne s'en est-on pas occupé le jour de Noël ? On travaille souvent ainsi dans le port quand des marchandises doivent être débarquées d'urgence. Mais cette fois, il ne s'agissait que d'hommes...

Roger De Cauwer, responsable des opérations de déchargement pendant la pause du matin, est

indigné : «Pour un tremblement de terre, on déclenche une grande opération de sauvetage. Mais personne ne nous a laissé décharger pour chercher ces gens. Ils se trouvaient sous un chargement de cacao qui n'était pas destiné à Anvers. Et personne ne voulait intervenir pour les frais de recherche ! Mais en quelques heures, nous les avons trouvés. Ce matin, on est arrivé et nous avons dû

travailler ailleurs au lieu de sortir ces gens. «Non, laissez-les seulement !» Mais si cela avaient été des gens importants...

Pour ceux-ci, on n'a rien fait. Il n'y a que vous, Frontières Ouvertes, qui vous en occupez. Mais un docker qui a perdu ses deux jambes et se retrouve au chômage, il ne compte plus non plus. Seuls les arguments financiers comptent ici...».

# Amer cacao

## Poème : "Vos cadavres froids glacent nos coeurs" ...

Des fèves de cacao sont éparpillées sur le quai. Dans l'air glacé, flotte un goût amer de chocolat. Nous sommes une dizaine à veiller les réfugiés décédés, séparés par la barrière du navire. Ludo Merckx, moniteur des Pionniers du PTB, qui a mené cette action sur le quai durant trois jours, lit son poème...

Vos cadavres froids glacent nos coeurs.  
Vous êtes couchés là,  
seuls...

Père,  
Mère,  
Enfants,  
Qui laissez-vous derrière vous ?  
Personne ne quitte ainsi les siens

L'espoir d'un logis confortable  
vivre simplement quelque part  
Cette quête vous fut fatale

Nous ne vous connaissons pas,  
votre dernier voyage exprime  
la faim, l'exploitation et la guerre

Vous avez été étouffés  
à chercher désespérément la liberté  
asphyxiés par ces puissances qui  
oppressent chaque travailleur

L'Afrique est si délicieuse  
qu'il n'en reste rien

Marchandises, matières premières  
les multinationales pillent vos pays  
par millions de tonnes  
Marchandises  
préparées avec soin  
par vos mains noires,  
et brutalement arrachées  
à ces mains épuisées

Marchandises  
arrachées par  
les multinationales occidentales  
qui affament  
vos mères, vos pères et vos enfants,  
et qui nous égorgent aussi,  
nous travailleurs d'Europe,



Les deux cadavres ont été retirés à l'aide d'une grue et emmenés.

par flexibilité, licenciements  
et régression sociale

Aujourd'hui, nous voici près de  
vous  
pour briser ces chaînes  
Pour renforcer  
la solidarité Nord-Sud

Présents ici les jours passés  
à cet endroit, avec la balance  
D'un côté, des millions de mar-  
chandises  
charriées vers l'Occident  
De l'autre côté, des millions de  
gens  
fuyant ce système criminel

d'exploitation  
mais nos frontières se ferment  
devant eux

Tant de gens,  
Sans poids  
pour les multinationales  
et leurs gouvernements

Tant de gens  
pour qui les portes  
de cette société "libre"  
se referment brutalement  
Tant de gens  
comme vous et nous  
Tous ensemble,  
nous devons briser nos chaînes

## Europe : La fermeture des frontières tue

En imposant des amendes et des frais de rapatriement aux compagnies de transport maritimes et aériennes, la convention de Schengen les pousse au meurtre des clandestins. En réclamant un renforcement des contrôles par ces compagnies de transport, le ministre Vande Lanotte se rend complice de cette politique assassine. Son projet de loi prévoit en effet que les transporteurs devront non seulement vérifier si l'étranger a les documents requis pour entrer en Belgique mais aussi s'il a des moyens de subsistance, s'il n'est pas indésirable en Belgique et s'il ne va pas compromettre la tranquillité et la sécurité. Un programme impossible à réaliser, qui incitera les transporteurs à se débarrasser de leurs coûteux passagers. L'Europe de Schengen se construit en entassant les cadavres à ses frontières : corps africains dans les soutes des cargos ve-

nant d'Afrique occidentale, noyés rejetés sur les plages espagnoles du détroit de Gibraltar, corps des tziganes le long des rivières Oder et Neisse qui tracent la frontière est de l'Europe, morts albanais sur les côtes italiennes... Et quand il reste des survivants, ils sont enfermés dans des camps de concentration le long des aéroports en attendant d'être renvoyés vers les pays qu'ils ont fuis. C'est l'Europe construite par les capitalistes. Elle sent la mort et le fascisme. Le ministre Vande Lanotte déclarait au journal De Morgen «En effet, j'exécute un certain nombre de choses réclamées par le Vlaams Blok, c'est juste. La différence se situe dans l'intention...». Mais qu'importe les intentions si le résultat est le même et signifie la mort pour les réfugiés. D'ailleurs, Vande Lanotte a reçu les félicitations des fascistes.

## Sans soutien, les réfugiés sont démunis

Souvent, les réfugiés arrivent ici sans le moindre sou. En général, ils viennent d'un pays pauvre et ont tout perdu pour parvenir jusqu'ici. Démunis, ils débarquent en Belgique, où ils ne connaissent personne, livrés aux autorités qui ne souhaitent qu'une chose : les renvoyer le plus vite possible. Ils ont droit à l'assistance juridique concrète et à l'aide d'un avocat. Sans cela, ils ne peuvent pas s'en sortir. L'avion de retour les guette. Une procédure "ordinaire" coûte en moyenne 10.000 francs en frais d'avocat et de procédure. Si le réfugié n'est pas reconnu, il faut encore 10.000 francs pour aller en appel. Vous pouvez poser un acte concret de solidarité en souscrivant un ordre permanent et verser ainsi un

## Organiser la lutte

«Très souvent les clandestins sont renvoyés dans leur pays sans que personne ne sache rien», affirment des dockers. Un employé des pompes funèbres déclare : «Régulièrement, nous devons enterrer à Anvers des cadavres de clandestins». Sans l'intervention rapide des militants de Frontières ouvertes à Anvers, les quatre clandestins survivants du Ghana et de la Sierra Leone auraient été refoulés sans autre forme de procès. L'un d'eux, un garçon de 14 ans, écrivait sur un papier passé à

travers le hublot, dans un anglais approximatif : «Ils veulent me renvoyer dans mon pays. Mais mon pays est en guerre. Ils ont tué mon père et ma mère. Aidez-moi svp, avant qu'il ne soit trop tard». Nous invitons les travailleurs des docks et des aéroports à contacter Frontières ouvertes dès qu'ils constatent des refoulements forcés ou des mauvais traitements infligés aux réfugiés. (Frontières ouvertes, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Tel. 02/245.84.11 ou 02/502.11.76).

## L'enfer de Sierra Leone

Deux des quatre survivants viennent de Sierra Leone. De ce pays africain, Le Soir écrit : «Ceux qui ont eu la chance d'arriver jusqu'à la frontière, sont terrorisés, épuisés, affamés. Leurs pieds gonflés, crevassés, parfois même en sang, témoignent qu'ils ont marché plusieurs jours avant d'arriver là. Des mères déboussolées expliquent que sur le chemin de

l'exode, les plus petits sont morts d'épuisement ou de faim... En Sierra Leone, aujourd'hui, des parties entières du pays se ferment, se morcellent et l'horreur s'y généralise. Les quelques villes aux mains du gouvernement sont totalement isolées du reste du pays et se transforment en immense camps de réfugiés. (Le Soir, 22 décembre 95).

## L'Etat belge s'apprête à expulser les rescapés !

Le vendredi 29 décembre, Frontières ouvertes a organisé une action de protestation devant le centre de transit 127 à Melsbroek, où les quatre rescapés sont enfermés. Le même jour, la décision de l'Office des Etrangers est tombée : la demande d'asile des survivants est jugée irrecevable. Immédiatement, ceux-ci ont fait appel auprès du Commissariat aux Réfugiés et Apatrides (CGRA). Bossuyt, à la tête de cette institution, applique la même politique de fermeture des frontières que Vande Lanotte. Nous avons donc de très grandes craintes que les rescapés de l'Elise D ne soient renvoyés rapidement en Afrique. Pour contourner la loi et en violation de la Convention de protection

des droits de l'enfant signée par la Belgique, l'Office des Etrangers veut utiliser une méthode "classique". L'enfant de 14 ans serait "raccourci" par un gendarme, qualifié pour la circonstance d'"assistant social". Ainsi ne pourra-t-on accuser la Belgique de renvoyer un mineur de moins de 16 ans seul vers le pays qu'il a fui, acte que la loi interdit expressément. Il faudra donc aussi mener une bataille juridique. Nous lançons un appel aux étudiants en droit, juristes, avocats, qui veulent apporter leur collaboration : prenez contact avec Frontières ouvertes. (adresse : voir plus haut. Voir également notre éditorial en page 4)

## Ordre permanent

Je soussigné

Nom et prénom :

Rue et n° :

Code postal :

Commune :

N° de compte :

Date :

Signature :

Donne l'ordre, à partir du .../ .../ ..., de verser mensuellement un montant de ..... sur le compte 001-1770552-87 du Fonds de soutien "Réfugiés" de Frontières ouvertes, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Tel. 02/245.84.11.

## EDITORIAL

*Unis par-delà les frontières*

Marianne Martin

Le drame de deux passagers clandestins retrouvés morts au fond d'un cargo à Anvers révèle l'exploitation sans merci du Sud par les multinationales du Nord.

En juillet 1987, le cacao, produit au Ghana et en Côte d'Ivoire, s'achetait à 1.400 livres sterling la tonne à la Bourse de Londres. Aujourd'hui, il est coté à 872 livres. En Europe, devenu chocolat, il procure des superprofits aux grandes entreprises de l'agro-alimentaire.

Entre janvier et novembre 1995 sont arrivés à Anvers des diamants bruts en provenance de la Sierra Leone pour un montant de 2.415 millions de francs : 412.887 carats (Le Soir, 22 décembre 1995).

Entre temps, les ouvriers agricoles de la Côte d'Ivoire et du Ghana meurent de faim. Ils ne connaissent pas le goût du chocolat fin. Les femmes mutilées de la Sierra Leone ne portent pas de diamants à leur cou. Les petits dockers des ports d'Accra et d'Abidjan ploient sous le poids des ballots de fèves de cacao. Ils remplissent les ventres des cargos en rêvant de l'Europe. Parmi eux, des très jeunes hommes, des enfants encore, mais les rêves n'ont pas d'âge pour éclater en lumière et... devenir cauchemars.

Croyant rencontrer une vie meilleure en s'embarquant cachés au milieu du cacao que les multinationales volent à leur pays, ils se heurtent à la logique impitoyable du capital : les matières premières doivent circuler librement mais eux ne pourront rester sur la terre d'Europe que sous forme de cadavres. S'ils survivent, ils iront derrière les barbelés hérissés de lames de rasoir du "centre 127" puis connaîtront le retour forcé vers leur pays. Les frontières sont béantes pour les capitaux, mais les hommes et femmes du tiers-monde doivent rester crever chez eux. Ils recevront notre aide "humanitaire", nos paras s'il le faut, mais pas question qu'ils viennent prendre le travail de "notre peuple d'abord". Vande Lanotte, notre gouvernement et le Vlaams Blok y veilleront.

Nous nous battons pour l'ouverture des frontières. Pour que, face à la liberté de circulation du capital, cause de la misère du tiers-monde, on reconnaisse celle des travailleurs. Pour le droit de fuir la faim et la mort. Pour que l'ouvrier d'Abidjan, le pisteur des forêts du Ghana, le docker d'Anvers, le métallo de Clabecq ou de Charleroi fraternisent et s'unissent. Face à eux, se dressent les mêmes rapaces. Ceux qui suppriment chez nous les emplois en augmentant les cadences, en imposant le travail de nuit, en privatisant les services publics sont les mêmes qui volent les matières premières et le travail dans le tiers-monde : les banques et les multinationales. Ce n'est qu'en abattant ensemble ces ennemis communs qu'on pourra forger un avenir meilleur.

# Les pensions du public en point de mire

## Colla, ministre SP, s'en prend d'abord au public, le privé suivra

**Les discussions sur la Sécurité sociale ont commencé. Les pensions sont en ligne de mire. Certains principes appliqués aux pensions du secteur public – qui servent de modèle à une politique des pensions correcte et convenable – sont ouvertement mis en question. Si le gouvernement et le patronat réussissent leur coup, les pensions des salariés seront aussi visées.**

René Witteveen

Les pensions des salariés et appointés représentent un budget de 432 milliards pour 1995, celles des indépendants 71 milliards et celles des fonctionnaires 177 milliards, soit au total environ 680 milliards. Les pensions du secteur public représentent 26 % de la masse totale des pensions.

Pourquoi les pensions du public subissent-elles aujourd'hui le feu le plus serré ? Deux raisons.

1. C'est là que les dépenses augmentent le plus vite. Depuis 1988, les pensions des salariés ont augmenté de 30 %, celles des indépendants de 48 % et celles du secteur public de 63 %. C'est surtout la conséquence des augmentations de salaire dans le secteur public entre 1988 et maintenant : avec la péréquation, les pensions du public ont aussi augmenté. Du reste, c'étaient les premières augmentations de salaire dans le secteur public depuis 1975. L'administration des pensions s'attend à ce que les dépenses pour les pensions augmentent de 168 % d'ici à 2040. Le nombre de pensions va passer de 194.000 à 398.000 en 2040. Il y aura à ce moment-là autant de fonctionnaires pensionnés que de fonctionnaires actifs. Maintenant, le rapport est de 45 fonctionnaires pensionnés pour 100 actifs. On observe du reste la même évolution dans le reste de la société.

2. Les pensions du secteur public sont une cible facile. Elles ne sont pas financées par des cotisations sur le salaire mais directement payées par l'Etat comme salaire différé. Les salaires dans le secteur public sont nettement inférieures à celles du privé. En échange, le fonctionnaire reçoit une pension qui se rapproche du niveau de vie à la fin de sa carrière et qui évolue de la même manière que les appointements dans le secteur public. Aux pensions du public s'applique la "péréquation automatique" : lorsque les salaires réels augmentent dans le secteur public, les pensions augmentent aussi. C'est une conséquence du fait que la pension est un salaire différé. La péréquation n'est pas garantie dans le secteur privé. Aussi, les partisans de la "solidarité dans la misère" pointent leurs flèches

empoisonnées en direction des "privilèges" des pensions des fonctionnaires.

### Le socialiste Colla égratigne les droits à la pension dans le public

Le socialiste Colla est actuellement ministre des Pensions. Il avance des propositions pour l'ensemble du secteur des pensions. Les actuels pensionnés ne seraient pas visés, sauf ceux qui touchent les plus hautes pensions, qui doivent casquer pour les plus faibles (augmentation de la cotisation de solidarité).

Pour les pensions du public, diverses pistes sont tracées. Toutes grignotent les droits à la pension des futurs pensionnés. • Seules les pensions les plus basses bénéficieraient encore de péréquation. C'est une première indication de la suppression du principe de la pension comme salaire différé pour une grande partie des fonctionnaires. C'est l'introduction de la sélectivité en fonction du revenu.

• Le pourcentage ne serait plus calculé sur base du salaire des cinq dernières années mais sur le salaire moyen de toute la carrière, comme dans le privé. Il s'agit aussi d'une atteinte au principe du salaire différé.

• Le nombre de périodes assimilées, comme l'interruption de carrière, le travail à temps partiel, etc., serait réduit. L'âge théorique donnant droit à la pension serait augmenté, de sorte qu'une carrière complète compterait davantage d'années de service. Cela vaut surtout pour les régimes spéciaux comme l'enseignement, les chemins de fer, l'armée, ... qui seraient ainsi démantelés.

Il est probable que lors des négociations salariales pour 1997-1998, le gouvernement placera les syndicats des services publics devant le choix : en n'octroyant qu'une augmentation salariale limitée et/ou en n'octroyant qu'une péréquation limitée.

Sans aucun doute, le gouvernement tentera-t-il encore de réduire le personnel statutaire dans le service public en n'engageant que du personnel contractuel. Ce personnel tra-



Marcel Colla, le ministre socialiste des Pensions, a déjà élaboré quelques pistes visant toutes à démanteler les droits à la pension dans le secteur public.

vaille sous les conditions beaucoup plus désavantageuses des pensions des salariés. Le système des pensions des fonctionnaires statutaires évoluera lentement dans la direction du système des pensions légales des salariés, au lieu que ce soit le contraire qui se produise.

Les pensions du public doivent être maintenues sous leur forme actuelle. Les principes qui y sont appliqués doivent aussi l'être dans les autres systèmes de pensions. La semaine de quatre jours généralisée avec maintien du salaire et engage-

ments compensatoires peut faire augmenter sensiblement le nombre de travailleurs et, par conséquent, les cotisations à la Sécurité sociale. Ce qui élargira la base financière aussi bien des pensions publiques que des autres systèmes de pension. Le programme fiscal du PTB fait payer les riches, les patrons et les banquiers. D'autres besoins peuvent être rencontrés par ces rentrées, qui s'élèvent à 500 milliards par an.

1. De Standaard, 28 octobre 1993. 2. Le Soir, 18 mai 1995.

## Les pensions du public: un modèle pour le privé

Le calcul des pensions du public est plus avantageux et plus correct que celui des pensions des salariés. Indépendamment de leur situation familiale, les fonctionnaires reçoivent 75 % du salaire brut. Dans le privé, c'est seulement 60 % pour les non chefs de ménage (cohabitants et isolés). Les 75 % des fonctionnaires sont calculés sur le salaire brut des cinq dernières années, les années où le salaire est le plus élevé. Dans le privé par contre, les pensions légales sont calculées sur le salaire moyen de toute la carrière.

N'est-il pas normal que le principe de l'assurance soit entièrement appliqué et que

chaque pensionné reçoive 75 % de son salaire brut ? C'est seulement de cette manière qu'on peut maintenir un niveau de vie similaire à celui d'avant la pension. N'est-il pas normal que la pension soit calculée de telle sorte que le niveau de vie de la fin de la vie active soit maintenu ?

La pension moyenne dans le secteur public s'élève à 55.000 francs. Dans le privé, en moyenne 30.000 francs. Pourtant, un fonctionnaire sur vingt vit en dessous du minimum vital, parce que les deux tiers des fonctionnaires ne bénéficient pas d'une pension complète : l'âge de la pension est officiellement 65 ans, mais la plupart prennent leur pension plus tôt.

## Dehaene temporise

Le Premier ministre a annoncé que les mesures en matière de sécurité sociale n'entreront en application qu'au premier janvier 1997. Pourquoi abandonne-t-il la date prévue, début 1996 ? A la TV, Dehaene faisait référence au climat d' "agitation sociale" (France, la SNCB, Sabena). Inquiet, le journal boursier L'Echo se demande également : «La trêve sociale observée pour les fêtes en Belgique comme en France se prolongera-t-elle en janvier?» (28.12.). Que nous apprend cette frousse bleue de situations à la Française ? Que toute la classe ouvrière belge doit maintenant rejoindre les cheminots et la Sabena. Actuellement, nous sommes capables de liquider les mesures gouvernementales, aussi bien celles déjà connues que celles en préparation (sécurité sociale). Et d'imposer un plan alternatif afin que les riches payent pour les services publics, la sécurité sociale et l'emploi. Si nous ne laissons passer cette chance, Dehaene nous bouffera un par un avec sa politique de saucissonnage.

## Tobback contre Godfroid ?

«Quand une grande inquiétude surgit en France, cela entraîne des conséquences chez nous. Le patron de la Sabena n'a pas sa place dans le modèle de concertation belge. Godfroid massacre le dossier de la Sabena. En ce qui me concerne, il peut s'en aller.» (De Standaard, 29.12.) Avec cette déclaration, le président du SP Tobback suit les traces du ministre PS Flahaut, qui s'est également prononcé dans ce sens. Le départ de Godfroid serait évidemment positif, mais il ne signifierait pas la fin de son plan. Ni Tobback, ni Flahaut ne l'ont rejeté. Leur seul objectif : éviter une grève générale comme en France. Exiger la démission de Godfroid n'a de sens que si on déclare simultanément son plan inacceptable. (Lk.M.)

## Van Hecke : "Notre peuple d'abord"

### Assainir la sécurité sociale aujourd'hui, la scinder demain

Jo Cottenier

«Nous ne permettrons pas que la Flandre nourrisse la Belgique et allaite la Wallonie.» A cette déclaration devenue célèbre, le président du CVP Johan Van Hecke, a joint sa plaidoirie pour scinder une grande partie de la Sécurité sociale. (1) Après la scission communautaire insensée de l'économie, du commerce extérieur et l'enseignement dans la minuscule Belgique, voilà le tour de la Sécu. Le CVP reprend ainsi un



Le 5 avril à Molenbeek, deux gendarmes vident leur chargeur sur Turgut Sag (recevant des soins par terre). Des centaines de jeunes du quartier se révoltent. Tali Ben Salah fait calmement part de son indignation.

# Moureaux contre un immigré

## Un an de prison pour avoir exprimé son opinion

**Tali Ben Salah vient d'être condamné à un an de prison avec sursis pour "incitation à l'émeute". Le 5 avril à Molenbeek, deux gendarmes vident leur chargeur sur Turgut Sag. Des centaines de jeunes se révoltent.**

Patrick Pestieau

Le parquet s'est basé sur un extrait de film de 35 secondes de la police de Molenbeek, muet (!), pour estimer prouvée l'incitation à l'émeute. On y voit Tali Ben Salah et Philippe Moureaux, bourgmestre socialiste de Molenbeek, en conversation. Moureaux, témoin-clé, déclare devant le tribunal : «Je n'ai pu obtenir qu'il cesse d'agiter la foule qu'en le menaçant d'une arrestation administrative.» Pourtant, ce tribunal, dans un autre procès, a visionné un autre montage de la même séquence. On y voit Tali Ben Salah, protégeant le bourg-

mestre contre d'éventuels jets de pierres, appelant au calme, aidant un journaliste frappé... Alain Riviar, journaliste à RTL-TVI interviewe Tali le 5 avril au soir. Tali fait calmement part de son indignation. Tandis qu'on fait grand cas de l'émeute, il craint que les gendarmes, qui ont tiré sans aucune raison, ne restent de nouveau impunis. C'est ce passage à la télé qui constitue pour Philippe Moureaux le moment fort de "l'incitation à l'émeute" de Tali ! Voilà comment un bonze du PS s'en prend à un immigré "insoumis".

Tali a été pendant trois ans gardien de parc à Molenbeek.

En juin 1992, Philippe Moureaux le félicite pour son travail exemplaire. Fin 1993, Tali critique les contrôles incessants, l'absence d'infrastructures durables et de projets à long terme. Son contrat ne sera plus renouvelé.

La condamnation de Tali est le fait de la 58ème chambre, qui traite les cas en procédure accélérée. Le dossier de police remplace toute instruction. Même si pas l'ombre d'une preuve ne vient corroborer l'accusation. Le tribunal rejette tout élément mettant en cause les conclusions de ce dossier. Le juge a refusé de tenir compte des images de RTL ainsi que d'autres séquences vidéo prouvant que Tali n'avait rien d'un agitateur ce soir-là. Faute de pouvoir dire en quoi le délit de Tali aurait pu consister, le tribunal appelle la condamnation «une invitation à se conduire plus calmement».

## EN BREF

### Match nul

Le match de tête de deuxième provinciale A, en région hutoise, opposait Couthuïn Sport à Templiers, en décembre dernier. Ce fut un match nul. Pas tellement pour le score 1-1, mais surtout par l'attitude de certains "supporters" de Couthuïn. Pendant nonante minutes, ceux-ci ont insulté l'arbitre, Monsieur Jebri, le traitant de "sale arabe", de "maroufle" et d'autres injures racistes. Tout cela s'est déroulé dans l'indifférence générale. (Vers l'Avenir, 12/12/95)

Le règlement du football prévoit une série de sanctions contre les responsables d'insultes racistes, joueurs ou supporters. L'Union Belge devrait sanctionner tout club qui admet le racisme de ses supporters.

### Chancres urbains à Bruxelles

Dix-huit hectares de superficie (l'équivalent de 25 terrains de foot) sont laissés à l'abandon au sein du pentagone bruxellois ou du petit ring. C'est ce qui ressort d'une étude "Speculatieve leegstand in Brussel" (Inoccupation spéculative à Bruxelles) effectuée à la demande de Vic Anciaux (Volksunie). Commentaire du secrétaire d'Etat VU : «Tant que le secteur privé bénéficie à Bruxelles de toutes les libertés et subordonne tout simplement sa responsabilité dans la société à l'objectif de faire des bénéfices, le gouvernement se bat contre des moulins à vent.» (De Morgen, 21.12.)

Dans le système capitaliste, où le profit est le moteur de tout, une bonne politique d'urbanisation est tout simplement impossible. Même la présence des Ecolos dans le Collège échevinal, comme à Bruxelles, n'y change rien.

### «Plus le PS est ferme, plus il libéralise»

Au congrès du Parti Socialiste à Ath sur la Sécurité sociale (9.12.95), la députée Colette Burgeon du Hainaut a exprimé ainsi le mécontentement de la base : «Des questions ont été posées sur la fermeté du PS. Plus on est ferme, plus on libéralise : Belgacom, les mutuelles... Nous perdons de plus en plus de membres et d'électeurs. Ils sont déçus, ils en ont ras-le-bol.»

### Racisme à la CGER



Le journal d'entreprise de la CGER nous apprend que la banque récemment privatisée édite un calendrier 1996 avec pour thème les oiseaux «que tout le monde peut trouver dans son jardin». Il peut être «utilisé comme matériel pédagogique». Banal ? Ce qui l'est déjà moins, précise le journal, c'est «l'absence d'espèces bien de chez nous comme l'alouette rôtie, l'oie blanche, l'oiseau de mauvais augure...» Curieux... Un des dessins proposé et publié dans le journal, digne de la propagande raciste du Front National ou du Vlaams Blok montre «l'oiseau migrateur», sous-titré : «Bogno Maghrebensis» ! Il ne figure heureusement pas dans le calendrier. Nous invitons le personnel et la clientèle de la CGER à réagir vigoureusement à ce scandale ! (J.V.)

1. De Standaard, 18.12. 2. De Morgen, 21.12. 3. Le Soir 8.12. 4. De Morgen, 21.12. 5. De Standaard, 23.12.95, p. 3.

## EN BREF

**Bon accueil chez Bekaert-Zwevegem**

A certaines portes de l'usine, 25 % des ouvriers ont participé à l'initiative du PTB. Comment sommes-nous parvenus à ce résultat ? D'abord, nous avons distribué un tract, où toutes les rubriques du référendum étaient appliquées à la réalité vécue dans l'usine Bekaert.

Le bilan annuel de l'entreprise démontre que le chiffre d'affaires a doublé en vingt ans, alors que l'emploi a été réduit de moitié dans la même période.

Nous écrivions également que la GIMV (la société d'investissement régionale flamande qui accorde des fonds publics aux entreprises) investit des millions dans l'usine Bekaert en Pologne. Le gouvernement flamand soutient donc financièrement la délocalisation.

En 1994, la S.A. Bekaert a réalisé un bénéfice de 6,6 milliards, sans payer un franc d'impôt. Ce qui n'empêche pas la direction de se lamenter sur charges sociales jugées excessives. Dans notre tract, nous avons dénoncé la politique de division qui tente de monter les ouvriers "qualifiés" contre les "non qualifiés".

Le jour de la récolte, nous avons eu le renfort d'une équipe de propagande entièrement disponible, ce qui n'est pas un luxe pour une usine aux nombreuses équipes et entrées.

Mais nous avons également bénéficié de l'aide d'ouvriers de Bekaert qui, au sein de l'usine, ont persuadé leurs collègues du sens du référendum, en complétant eux-mêmes le formulaire et en invitant d'autres à faire de même. Certains ouvriers se demandaient : «Cela servira-t-il à quelque chose ?» Cette action a déjà pour résultat d'animer les discussions parmi les ouvriers de Bekaert sur les prochaines attaques contre la Sécurité sociale et l'alternative du PTB.

**Camarades du PTB, continuez sur cette voie !**

«Je suis entièrement d'accord avec vos propositions. Il faut enfin faire payer les riches pour les pertes, les déficits et les faillites.» (ouvrier, FGTB, 32 ans, Malines)

«Il est temps qu'on s'en prenne à tous ces riches profiteurs. Je vous souhaite beaucoup de succès dans votre travail.» (ouvrier, CSC, 27 ans, Lier)

«C'est bien qu'il y ait enfin des gens qui disent que ça suffit. J'espère que vous réussirez et je vous souhaite beaucoup de force, car il faut mettre fin à cette politique d'austérité.» (ouvrier, 44 ans, Maasmechelen)

«Je veux lutter à vos côtés, si je le puis. Mais je n'ai pas votre force, ni votre analyse. Votre objectif est excellent, bien ciblé. De tout coeur je vous souhaite beaucoup de succès.» (ouvrier, Maasmechelen)

«Ce référendum est formidable. Mais il ne faut pas qu'il se perde. J'espère qu'on en fera quelque chose et que les tas de formulaires remplis ne termineront pas dans les tiroirs. Bonne chance.» (Ouvrier, FGTB-métallos, 45 ans)

«Camarades du PTB, continuez sur cette voie, car c'est toujours aux petits qu'on prend l'argent et non aux riches et aux capitalistes !» (ouvrier, CSC)

«Je suis invalide et j'ai peu de contacts. Je compte néanmoins donner le référendum à mon ami, à qui je passe souvent Solidaire. Je vous envoie aussi 500 francs de soutien. C'est la moitié de mon revenu d'une journée. Je le fais, parce que je suis content que le PTB soit là pour lutter contre l'exploitation.»

# «On vient même t'arracher du WC»

## Les conditions de travail inhumaines des ouvriers intérimaires

**Sous-traitance, intérim, contrats temporaires... De plus en plus de travailleurs les subissent. Les gouvernements successifs, avec ou sans socialistes, ont fait la part belle aux patrons dans ce domaine.**

Kris Hertogen

Pour les travailleurs concernés, c'est l'enfer. Voici le témoignage d'un ouvrier intérimaire.

«Cher PTB, Avant, je touchais une allocation de chômage comme chef de famille, parce que la pension de mon père était insuffisante. Suite aux mesures d'austérité du gouvernement, mon allocation a été réduite à celle d'un cohabitant. Mon père a donc dû me prendre en charge. Après de longues recherches, j'ai trouvé un emploi via Gregg Intérim dans l'entreprise Servo à Heist-op-den-Berg. Je travaillais en deux équipes, également les week-ends. Quand je rentrais chez moi, je tombais presque de mon vélo, tellement j'étais fatigué. L'entreprise produit de la nourriture pour chats et chiens, mais on nous traitait aussi comme des chiens ! Huit heures de travail, sans interruption, si ce n'est le quart d'heure du repas. On n'avait pas fini notre dernière tartine qu'ils étaient déjà là pour nous rappeler au travail. On venait même nous arracher du WC. Parmi les ouvriers, il n'y avait pas de solidarité. La cinquantaine d'intérimaires travaillaient



Sous-traitance, interims, contrats temporaires... Les conditions de travail des travailleurs interimaire deviennent vraiment pénibles.

au plus vite, de crainte de perdre cet emploi et afin de décrocher un contrat. L'entreprise était un vrai moulin. Les intérimaires qui ne travaillaient pas assez dur étaient directement licenciés. Quand je rentrais chez moi, je n'avais même plus le courage d'écouter la radio, tellement j'étais crevé. Je ne pensais plus et vivais comme un robot.

Un beau jour, sept intérimaires ont été virés. J'étais du nombre. Aucune explication ne nous fut donnée. J'ai épuisé mes forces

pendant sept semaines et c'était fini, on me jetait comme un torchon.

**Pressé comme un citron**

Et personne n'écoute mon récit, surtout pas au bureau d'intérim, car ceux-là sont des trafiquants de main d'oeuvre. Un véritable commerce d'êtres humains. L'entreprise Servo est une usine de stress. J'ai été pressé comme un citron. Le patron en a bien

profité. J'étais convenablement payé, mais je devais fournir un travail quasi inhumain. Vous imaginez ce que le bureau d'intérim m'a offert ? Un T-shirt avec l'emblème de Gregg. Comble de cynisme ! Je suis assez costaud, mais j'ai perdu six kilos pendant cette période. Par ailleurs, mon chat est presque mort en avalant la nourriture de chez Servo. Me voilà à nouveau au chômage. Dans quel système vivons-nous ? Il faut croire que nous ne sommes plus des êtres humains !»

## Pour les jeunes, réussissez

### Un homme de 82 ans dans un logement social témoigne

Robert Vaes

Lorsque je sonne à la porte d'un logement social à Saint-Trond, un vieil homme vient m'ouvrir. Je lui demande s'il a trouvé le référendum dans sa boîte-aux-lettres.

Il m'invite à entrer. «J'ai 82 ans. Si je vous raconte tout ce que j'ai vécu ! J'ai commencé dans la mine de Waterschei en 1934, explique-t-il. Pendant la guerre, je me suis retrouvé dans le sud de la France. Nous avions faim et passions notre temps à chercher de la nourriture. Après la guerre, je suis redescendu dans la mine.»

Il me montre ses mains portant

les traces du travail dans la mine. «Dans les années 50, j'ai été militaire de carrière à Bastogne. Ensuite, j'ai pu commencer ici à la base de la force aérienne de Brustem. A cette époque, il y avait du travail et nous avions encore la semaine de six jours.

Mais à présent, où trouve-t-on encore un boulot ? Ils ferment toutes les usines ! Quel avenir les jeunes peuvent-ils espérer ? Avec de la chance, ils pourront travailler quelques heures par jour. Pas assez pour vivre. Quand ma fille est venue vivre avec moi dans mon logement social, la société a immédiatement augmenté le loyer de 4.000

francs. Mais lorsqu'il y a un pépin, c'est nous qui devons payer les réparations.»

Je lui explique le but de ma visite et pourquoi nous organisons le référendum : «Nous considérons qu'il faut réagir, face à tout ce qu'on impose aux travailleurs ! Nous défendons la médecine gratuite, nous payons assez de cotisations pour les soins de santé ! Il ne faut pas encore y ajouter le ticket modérateur !»

Il me donne raison. «Ma femme est décédée voilà quelques années des suites d'un cancer. Elle a beaucoup souffert à la fin de sa vie. Je me rendais chaque semaine à Louvain. Un jour,

l'hôpital m'a envoyé une facture de 27.000 francs ! Qu'avons-nous fait pour être traités de la sorte ?» Lorsque je lui parle de l'impôt sur les fortunes et des riches en Belgique, il acquiesce : «Oui, ces gens là ne se rendent pas compte de ce que signifie la faim.»

Nous avons rempli le référendum ensemble. Lorsque je me suis levé pour partir, il m'a souhaité beaucoup de succès : «J'espère de tout coeur que vous arriverez à réaliser cet objectif. Ce ne sera plus pour moi. Mais j'espère pour les autres, les jeunes, que vous réussirez dans votre travail !»

# Cri d'une région en mal d'emplois

## 2.500 travailleurs dans les rues de Mons

**33% des travailleurs chôment, 2000 pertes d'emplois annoncées. Knogo vient de fermer : 150 licenciés. Bell-Colfontaine perd près de 100 emplois. L'inquiétude est vive dans le Borinage. Les régions de Mons et de Charleroi comptent le plus grand nombre de sans abri dans le pays.**

Thérèse Michels.

La grève de sept semaines à Bell-Colfontaine a réveillé toute la région. La manifestation du 19 décembre à Mons "En avant, ma région", à l'appel du front commun syndical, était combative. Sans mot d'ordre de grève, les grandes délégations de Cora, des Câbleries de Dour et d'autres usines, ont quitté le travail pour manifester. Tous les secteurs défilaient : crèches, pompiers, Ville. Et les cheminots, en grève depuis la veille, avaient pris la tête du cortège. Leur collègues de la CGT de Lille étaient présents à l'invitation du PTB. « Il faut faire comme eux », entendait-on. Un délégué français de la CGT expliqua : « Des travailleurs du privé nous ont remercié en disant : même si vous avez repris le travail, votre lutte nous a apporté la conviction que nous pouvons faire plier non pas un genou, mais les deux genoux du



Sous-traitance, interims, contrats temporaires... Les conditions de travail des travailleurs interimaire deviennent vraiment pénibles.

gouvernement. Après notre grève, une société de transport privée, filiale de la SNCF a fait grève. Après deux jours, ils ont eu gain de cause, tellement on a pris peur en haut lieu !».

A Mons, beaucoup réfutent l'idée d'une "lutte" sans grève, sous

prétexte de ne pas effrayer les investisseurs. A Knogo, ont-ils fait grève ? Un jour peut-être. Pourtant le patron, après avoir bénéficié de cent soixante millions versés par la Région wallonne, est parti à Porto Rico, profiter de salaires plus bas.

### En avant, travailleurs de toutes les régions, pour les 32 heures

Des délégations de Boël, d'Albemarle et d'autres régions répondaient présent. Le PTB de Charleroi, et ceux d'Alcatel-Anvers aussi. Un camarade portait une pancarte : « En avant, les travailleurs de toutes les régions. Ma région, mon peuple, c'est un ticket aller simple pour la Yougoslavie ». L'inquiétude pour l'emploi grandit partout : 28% de travailleurs au chômage au Hainaut, 14,8% dans toute la Belgique.

La crise touche tous les travailleurs. "Objectif 1" représente cent milliards de subsides pour le Hainaut qui profiteront au patronat. Cette stratégie divise les travailleurs des différentes régions, sans pour autant créer des emplois. Le PTB revendique les 32 heures, avec maintien du salaire, et embauche obligatoire de 320.000 sans emploi. Voilà qui créerait des dizaines de milliers de postes, sur le compte du patronat. Cela nécessite une unité au-delà des régions, pour être plus forts. Suivons l'exemple des cheminots français. Ils ont montré comment mettre à genoux un gouvernement et un patronat puissants.

### Développement inégal des régions par le capitalisme

Bien sûr, le Borinage est plus touché que les autres régions. Ce

développement inégal résulte du système capitaliste. La seule chose importante pour un patron, c'est le profit. Il ira toujours là où il en amassera le plus. Cette société ne peut donner du travail, du bien-être à tous. Le PTB lutte pour le socialisme, pour la propriété collective des moyens de production. Dans la société socialiste, les travailleurs élisent des gestionnaires compétents. La richesse collective est réinvestie selon les besoins de la population, de toutes les régions.

Mons et le Borinage continueront les actions pour l'emploi. Luttons pour les 32 heures avec les autres régions, pour le maintien de chaque emploi, empêchons chaque fermeture dans le Borinage par l'occupation. Exigeons le développement des services publics pour répondre aux nombreux besoins du public et créer de nouveaux emplois.

## Noeud Pap était attendu

Elio Di Rupo a fait une rapide apparition à la manifestation du front commun. « Je dois rentrer à Bruxelles pour m'occuper de la SNCB », s'excuse-t-il (Le Soir, 20 décembre). Ce soir-là, les ministres décident de reporter leur décision concernant la SNCB, à la mi-janvier. Question d'arrêter une grève qui risquerait d'entraîner tout le pays.

Monsieur Di Rupo, les cheminots et les autres travailleurs de Mons-Borinage n'avaient pas besoin de votre "soutien" à leur manifestation. Vous êtes parti à Bruxelles pour casser la grève courageuse des cheminots. Comme à Bell-Colfontaine, lorsque vous avez fait pression sur les délégations, en reprenant le chantage à la fermeture du patron.

# Grève de la faim pour le minimex

## Les SDF revendiquent leurs droits

Reed Freeman

Alain Sienaert, dirigeant des SDF (Sans Domicile Fixe) a entamé une grève de la faim, au Château de la Solitude, le 30 novembre 1995. En toute illégalité, les bourgmestres et présidents de CPAS refusent en effet d'accorder le minimex aux SDF et de réquisitionner les logements abandonnés depuis six mois. Une circulaire du ministre de l'Intérieur parue au Moniteur, le

15 octobre 1995 stipule qu'une « personne ayant une adresse de référence est inscrite au registre de la population et des étrangers ». Dès lors, elle peut percevoir l'allocation de chômage, celle d'invalidité, ou le minimex. Alain Sienaert, et les "Compagnons du Partage" (des sans-abri réunis autour de lui), exigent l'application de la loi, notamment de la loi Onkelinx. Ils revendiquent pour les SDF une adresse de référence et proposent

que les asbl, CPAS et autres associations puissent servir à cette fin.

« Le minimex en rue, ce n'est certainement pas assez. Mais c'est un minimum pour que les gens ne crèvent plus sur les trottoirs et puissent au moins avoir une chance de revenir à la surface, vivre comme des êtres humains, régulariser leur situation administrative et, avec un peu de chance, retrouver du travail », nous a confié Alain

Sienaert. Pas évident, alors que « cinq pour cents des Wallons vivent sous le seuil de pauvreté, avec un revenu inférieur à quinze mille francs. Plus d'un quart d'entre eux (27,6%) vivent avec moins de trois quarts du revenu médian, qui est en Wallonie de 30.000 francs. Enfin, plus de 40% des Wallons seraient pauvres, si la sécurité sociale n'existaient pas » (Le Soir du 3 décembre 1995, sur une récente étude de l'Université de Liège).

« Faire payer la crise aux riches » pour refouler la marée de la misère et son écume de désespoir, de maladie, de drogue et de fascisme ? Bien sûr. Et solidarité militante avec Alain Sienaert, les Compagnons du Partage qui étaient présents lors de la manifestation du 13 décembre à Bruxelles et les milliers de SDF qui "campent" dans la rue ou squattent dans des immeubles abandonnés durant ces longues nuits d'hiver.

# SNCB: le volet social est un leurre

Reprendre la grève jusqu'au retrait total du plan Schouppe-Damar

**Ayant obtenu des garanties de négociations et une intervention de 20 milliards du gouvernement, les dirigeants syndicaux ont mis fin au mouvement de grève entamé par la base. Ainsi deux lignes sont clairement apparues au sein des organisations syndicales.**

Guy Durail

Les directions nationales veulent négocier un volet social. Cela permettra de diviser les cheminots, puisque certains bénéficieront de quelques "avantages" tels la pré-pension ou le sauvetage de leur emploi. Le front contre le plan sera affaibli. Le gouvernement l'a très bien compris. Il propose de l'argent (on parle de vingt milliards). Il veut acheter la paix sociale afin d'attaquer la Sécurité sociale en évitant que les cheminots ne servent de fer de lance à une réaction plus large.

Ce courant syndical se caractérise par des revendications acceptables pour le système capitaliste. Il est directement sous l'influence des partis socialistes. Ces dernières semaines, ceux-ci ont mis tout leur poids dans la balance pour forcer les cheminots à négocier. Voilà pourquoi ces dirigeants syndicaux reçoivent le label de "responsables" dans la presse bourgeoise.

## Défendre chaque emploi

L'autre courant, plus large, se situe à la base. De nombreux délégués combattifs et quelques permanents ne veulent plus, à juste titre, entendre parler de sacrifices et ont entamé un mouvement spontané pour balayer le plan. Ils veulent le retrait total du plan Schouppe-Damar, et non quelques mesures afin de dorer la pilule. La base n'a que trop payé ! Pour elle, la responsabilité signifie défendre les

intérêts de la classe ouvrière et s'opposer au système capitaliste. Voilà pourquoi la presse les qualifie d' "irresponsables". Ils doivent maintenant faire le bilan de la grève. Comment la ligne droitière a-t-elle pu mettre fin au mouvement ? Tout d'abord par la division, afin de tromper les grévistes sur l'état du mouvement. Trop peu de contacts entre syndicalistes combattifs, trop de division entre cheminots flamands et wallons, entre ateliers "concurrents". Certains prétendaient que les Flamands n'étaient pas en grève. Au lieu de bloquer tout le réseau, ils avaient choisi un autre mode d'action : le blocage sporadique des trains de marchandises. Quatre régions étaient encore en grève le mercredi matin : Liège, Ath, La Louvière et Tournai, plus la gare de Clabecq. Mais le manque de coordination pouvait laisser croire à chacune des régions qu'elle était la dernière dans l'action.

Autre problème : l'absence d'un cahier de revendications clair et radical. Si le vote sur le retrait total du plan est soumis aux assemblées, le volet social ne suffira plus pour arrêter la grève.

Il faut aussi offrir à la base une alternative au plan de restructuration. C'est le refinancement par l'Etat, principal responsable de la dette de la SNCB, puisque ses subsides ont diminué de 21 milliards depuis 1980. Si ces subsides avaient été maintenus, plus besoin de plan de restructuration !



Des cheminots d'Anvers bloquent les voies. Mais en Wallonie certains faisaient croire qu'il n'y avait pas de grève en Flandre. En collaborant avec le PTB, vous pouvez oeuvrer à l'indispensable renforcement de la coordination entre cheminots wallons et flamands.

## Cheminots, soyez la locomotive d'une grève générale !

La grève doit reprendre dès le 5 janvier, car le plan ne sera pas retiré ! C'est à ce but que doivent maintenant oeuvrer tous les syndicalistes combattifs de la SNCB. Des assemblées larges, correctement convoquées décideront certaine-

ment du cahier de revendications et de la reprise de la grève. Le PTB offre une alternative (voir référendum des travailleurs) pour faire payer les riches et obtenir, par ce biais, le refinancement des services publics, de l'enseignement et de la Sécurité sociale. Une grève à la SNCB peut devenir la locomotive d'une grève générale pour cette revendication fondamentale. Cette perspective fait déjà frémir le

gouvernement et le patronat. «Il est très vraisemblable, écrit le journal boursier L'Echo le 23 décembre, que les cheminots lancent un nouveau mot d'ordre de grève sans attendre l'échéance du 15 janvier.

Il faut à tout prix éviter d'en arriver là.» Le PTB fera tout pour qu'on y arrive bien. Rejoignez notre parti pour y collaborer de toutes vos forces.

## «Le communisme, une alternative ?»

Débat de société avec les cheminots

Thérèse Michels

A l'annonce du débrayage des cheminots, avant Noël, je suis allée rencontrer les conducteurs de Mons et les ouvriers de l'arsenal de Cuesmes.

Un conducteur réagit à mon arrivée : «Vous venez depuis des années avec : "faites payer les riches, Albert Frère et sa fortune de 50 milliards". Nous avons besoin d'industriels et de banquiers avec des capitaux pour investir. Sans eux, nous n'aurions jamais eu des pays prospères comme la Belgique. Prendre l'argent des riches, provoquerait un désert économique». Nous voilà partis pour un débat de société. Je lui réponds : «Plus l'Etat fournit des aides aux investisseurs, moins on crée d'emplois. Car les patrons utilisent leurs capitaux pour moderniser,

robotiser, et rien ne les empêche de délocaliser. Le PTB est un parti communiste. Nous n'avons jamais prétendu qu'il ne faut pas de capitaux. Il faut de l'argent pour créer des emplois. Mais pourquoi doit-il rester propriété privée d'une petite minorité, qui a accumulé cet argent par le travail de milliers de travailleurs ? La famille Boël a liquidé des centaines d'emplois, mais le travail des ouvriers lui a permis de devenir actionnaire dans vingt grandes sociétés. Il faut exproprier ces riches. Nous voulons que ces capitaux soient propriété collective. Les travailleurs doivent élire les gestionnaires. Dans les assemblées, ils doivent donner leur opinion sur les plans de production de l'Etat et la destination des bénéfices. Dans un tel système, nous pourrions décider des inves-

tissements en fonction de l'emploi et des besoins de la population. Cela, c'est le communisme».

«Il y a du bon dans ce que tu dis», estiment certains conducteurs. Un d'eux désapprouve : «Dans les pays de l'Est, le communisme n'a pas été efficace sur le plan économique. C'était la pauvreté». Un jeune cheminot intervient : «Aujourd'hui, en Russie, les gens votent à nouveau communiste. Avant, ils avaient de l'emploi. Pour les transports, avec un ticket bon marché, ils pouvaient aller n'importe où. Ils n'avaient pas d'oranges, mais on ne meurt pas de ça !». J'appuie : «Nous avons des pays prospères, mais combien de pauvres ? Et si les pays de l'Est n'étaient pas aussi "prospères", quelle en était la raison ? Une partie importante des richesses était consacrée au social, aux

services publics... Ils n'ont pas pillé les pays du tiers monde, que nos industriels ont appauvri à tel point que 40.000 enfants y meurent chaque jour». J'aborde un thème difficile. Mais les conducteurs approuvent. «On aurait dû laisser le tiers monde tranquille, on y a pillé beaucoup». Ils sont étonnés d'apprendre que l'Allemagne de l'Est était la dixième nation industrielle du monde et que l'Occident y ferme de nombreuses entreprises performantes, pour éliminer des concurrents.

Mais il reste un grand problème : «Le communisme c'est une dictature». Je rappelle que la scolarité y est obligatoire jusqu'à dix-huit ans et que tout le monde peut faire des études universitaires. Si on voulait maintenir une dictature contre les travailleurs, on ne prendrait pas le

risque de les instruire autant ! En réalité, c'est une dictature contre une poignée de riches qui essaient toujours de reprendre le pouvoir. Je promets de leur envoyer un numéro de Solidaire qui explique le système d'élections à Cuba. Certains me donnent leur adresse. Il reste beaucoup de désaccords et de questions. Mais le débat est ouvert. Il montre la nécessité de publier des articles qui répondent aux questions sur la fuite des capitaux, la nécessité des capitalistes et des investissements. Mais aussi sur notre alternative de société, la supériorité du socialisme. Et cela, de façon simple et convaincante. Solidaire donne encore trop l'impression de ne refléter que les malheurs. Pourquoi ne pas développer davantage l'alternative du communisme, celle qui donne de l'espoir !



# Cockerill privatisée ?

Le PS s'y oppose... pour le moment !

Qui serait intéressé par une privatisation de Cockerill Sambre ? Et pourquoi s'en inquiéter ? Robert Collignon (PS), ministre président de la Région, a bien déclaré qu'il n'en n'avait nullement l'intention...

Jean Valet

Cockerill Sambre est actuellement propriété à 80 % de la Région Wallonne. Le 5 mai, à la veille des élections législatives, Liber Froidmont, vice-président PS de la Société wallonne pour la sidérurgie, se prononce pour la privatisation de Cockerill Sambre. Après les élections, les PS Jean Maurice Dehousse et Bernard Anselme estiment que la Région pourrait se contenter de 25,1 % des parts. (1) Cette part suffit pour bloquer la décision d'un actionnaire majoritaire à 75 %.

Le débat est provisoirement clos par le PS Robert Collignon, ministre président de la Région, qui déclare qu'il n'a nullement l'intention de privatiser Cockerill Sambre. (3) L'affaire serait donc close.

Pas si vite... La privatisation de Cockerill Sambre intéresse pourtant de nombreux capitalistes. C'est même la dernière entreprise sidérurgique d'Europe à ne pas encore être privatisée !

## Mine d'or pour le privé

Les 180 milliards d'aides publiques, injectés dans l'entreprise, de 1975 à 1985, ont permis à l'entreprise de se hisser au niveau de ses concurrents mondiaux.

Le groupe Cockerill Sambre a engrangé pour une centaine de milliards de cash flow (profits plus amortissements) lors des années fastes. Les profits proprement dits ont atteint 40 milliards entre 1988 et 1991. La Région Wallonne, actionnaire principal de Cockerill Sambre, n'a pratiquement pas demandé de dividendes, ce qui a permis à Gandois d'accumuler ces milliards.

Tout cela permet à Cockerill Sambre de rentrer dans la dernière crise, en 1992, sans dettes, avec 30 milliards en caisse. Cockerill Sambre a pu ainsi doubler les patrons sidérurgistes allemands en rachetant EKO Stahl, entreprise privatisée de l'ex-RDA.

## Le "non" mais... de Collignon

Collignon qui s'oppose actuellement à la privatisation de l'entreprise, salue l'offensive de



En 1979, ces sidérurgistes de Seraing réclamaient la mise sous statut public des aciéries, pour garantir l'emploi. Les 180 milliards d'aides publiques, injectés dans Cockerill-Sambre, de 1975 à 1985, ont permis à l'entreprise de se hisser au niveau de ses concurrents mondiaux. De quoi attiser les convoitises du privé...

«Cockerill Sambre, repartie à la conquête de l'étranger, avec 80 % d'argent public». (2) Il a aussi rendu l'entreprise moins dépendante des cycles de la sidérurgie en diversifiant sa production. L'entreprise investit dans le traitement des déchets — mine d'or pour les capitalistes — et dans les équipements automobile (avec Ymos). La nouvelle crise de l'économie capitaliste est un cadeau pour une entreprise à la trésorerie bien garnie, qui peut profiter des malheurs des autres. La privatisation des profits intéresse le capital privé. Le Parti Socialiste a déjà privatisé une partie de Cockerill Sambre. Au début de l'année 1989, la Région wallonne détenait encore 98,18 % des actions. A la fin de l'année, 20 % étaient détenues par le privé.

En 1992, Jean Gandois, le patron de Cockerill-Sambre tâte le terrain. (4) Il veut obtenir un accord de principe sur la privatisation. Le PRL est immédiatement d'accord. Au cours d'un débat avec le PRL Serge Kubla, Collignon, alors simple ministre déclare : «Quant à nous socialistes, nous ne sommes a priori opposés à aucune formule d'avenir, aucune opération, pourvu qu'elle garantisse la pérennité de l'entreprise. (2) Lors de l'entrée du public dans la sidérurgie, le SP Willy Claes déclarait déjà : «Je serai l'homme le plus heureux le jour où je pourrai rendre cette entreprise au privé.»

Le PS n'a jamais parlé de nationalisation, mais bien de mise sous statut public. Ce statut public a seulement prouvé que dans une démocratie bourgeoise, «la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, comme l'expliquait Lénine. Il ajoutait que «la démocratie bourgeoise est la meilleure forme possible du capitalisme. Le pouvoir du capital est établi si solidement que celui-ci ne

peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions, de partis.» (5) La revendication du PTB de nationaliser les grandes entreprises et banques doit justement amener la classe ouvrière à concentrer son énergie sur la destruction de cet Etat, le noeud du pouvoir du Capital.

## Nationalisation de la sidérurgie

La sidérurgie nationalisée doit être dirigée par des dirigeants qui n'ont aucun lien avec le Capital. Leur salaire ne peut dépasser trois fois celui d'un ouvrier moyen. Irréaliste ? La réalité, c'est Gandois qui gagne 30 millions par an rien qu'à Cockerill. Il cumule cette fonction avec la présidence de la multinationale de l'aluminium Péchi-

ney et avec la présidence du patronat français.

La nationalisation de la sidérurgie doit socialiser les profits et privatiser les pertes. Elle doit englober toute la sidérurgie, y compris ses morceaux les plus rentables comme Cockerill Sambre et Sidmar. Elle doit faire payer le poids d'une nouvelle crise par ceux qui se sont remplis les poches sur la débâcle de la sidérurgie, lors de la crise précédente, et qui ont continué à tirer les ficelles pendant la période où l'Etat avait la majorité. Seul le PTB avance résolument cette revendication.

1. La Wallonie 10 novembre 1995. 2. Tendances 9 novembre 1995. 3. Le Peuple 15 septembre 1995. 4. Le Vif-L'Express 24 avril 1992. 5. Lénine, L'impérialisme, dans Oeuvres Complètes, Tome 25, p.426.

## Voyage de sidérurgistes en ex-RDA

Les 26, 27 et 28 janvier, un groupe de sidérurgistes se rendra en ex-Allemagne de l'Est, à Eisenhüttenstadt où se situe l'entreprise EKO-Stahl, récemment acquise par Cockerill-Sambre. Les sociétés sidérurgiques européennes veulent se renforcer par la conquête des marchés des pays de l'Union Européenne et de l'Europe de l'Est.

Trois sidérurgistes de Liège et Charleroi ont déjà visité l'entreprise en octobre. Ils

ont rencontré des travailleurs et ont ramené une moisson d'informations, sur la sidérurgie locale, la société socialiste avant la chute du Mur, les conséquences de la réunification allemande. Solidaire les publiera dans les prochains numéros. Si vous désirez participer au prochain voyage, complétez le bon ci-dessous et envoyez-le à la rédaction de Solidaire. Vous recevrez toutes les informations pratiques.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code Postal: \_\_\_\_\_ Commune: \_\_\_\_\_  
 Tél. : \_\_\_\_\_

Désire participer au voyage de sidérurgistes en ex-RDA de fin janvier.

## AGENDA

### Charleroi

**Samedi 13 janvier dès 16h**

Débat : "Irma Laplasse, une simple paysanne ?"

Avec :

- Johan Anthierens, écrivain, auteur d'un livre sur l'affaire Laplasse,
- Antonio Caci, avocat, conseiller communal Ecolo à la Louvière,
- Raf Jespers, avocat, auteur d'investigations sur l'affaire Laplasse,
- Yvonne Ledoux, secrétaire régionale du Front de l'Indépendance à Charleroi, secrétaire du comité de Liaison des Associations Patriotiques de Charleroi,
- Juliette Pierre, Unité Antifasciste,
- Berthe Ureel, fille de Léopold, une des victimes de la dénonciation d'Irma Laplasse.

19h : repas. 21h : soirée culturelle. Maison de la Laïcité, Rue de France 31, Charleroi. Renseignements et réservation pour le repas, tél : 071/22 13 93.

Organisation : Unité Antifasciste.

### Annnonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 27 janv., de 12 à 18h. Entrée libre  
Exposition

### Artistes pour la Paix en Yougoslavie

*Umjetnici za Mir u Jugoslaviji*  
Artistes, aidez les enfants de Banja Luka à passer l'hiver

Faites un projet de T-shirt, de poster ou de carte(s) postale(s) \* Les projets sont exposés au Centre International à Bruxelles jusqu'au 27 janvier \* Ils sont mis en vente au profit des enfants réfugiés de Banja Luka \* Une série de T-shirts, de posters et de cartes postales accompagneront les convois pour Banja Luka et la Yougoslavie \* Nous demandons aux enfants de Banja Luka de répondre en faisant eux-mêmes un dessin \* A partir du 12 janvier 1996, les dessins d'enfants yougoslaves seront exposés et mis en vente au Centre International

Pour information détaillée:

Centre International: 02/513.79.41  
Le projet est réalisé en collaboration avec Médecine pour le Tiers Monde et la Croix Rouge Yougoslave.

6 janv., à 18 heures. Entrée libre.

Apéritif poétique

Nicole VAN OVERSTRAETEN,  
Marcel SMETS & Adeline LORIENT.  
Musique: Jean-David CAILLOUËT.

10 janv., à 20 heures. En français. 90F

Le droit d'asile

en voie d'être supprimé?  
Anne MAESSCHALK, coauteur du livre  
'Les chemins de l'exil'.

11 janv., à 20 heures. En français. 90F

Débat autour du film

'Land and Freedom'  
de Ken Loach

Marcel BIAWIR, confrontera son vécu à l'image donnée du rôle des communistes dans le film de Ken Loach.

12 janv., à 19 heures. Entrée libre.

Ouverture du deuxième volet

de l'exposition des

Artistes pour la Paix

en Yougoslavie

Exposition et vente de dessins d'enfants réalisés à Banja Luka.

Reportage par les participants au convoi de Noël de Médecine pour le Tiers Monde.

13 janv., à 18 heures. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Sylvie DELL, Willem M. ROGGEMAN et  
Wilfried DE BOECK.  
Musique: Marco LEFEBRE (flûte).

## Syndicalistes traités comme des bandits

Lucien Materne, Gertrude Bongaerts

Environ 3.000 syndicalistes venus de tous les coins du pays ont manifesté à Zaventem le 20 décembre en protestation contre le plan du patron de la Sabena, Godfroid. Lorsque les manifestants ont été retenus par la gendarmerie juste devant le bâtiment de la direction de l'aéroport, ils ont pénétré sur les pistes de décollage. Plus de 200 syndicalistes ont été arrêtés brutalement sur ordre du ministre SP de l'Intérieur Vande Lanotte. Après la grande manifestation du 13 décembre, les actions spontanées des cheminots et la manifestation à la Sabena le 20 décembre, le gouvernement et le patronat craignent terriblement un mouvement de lutte conjoint du secteur privé et du secteur public, à l'exemple de la France...

Comment s'est passée l'arrestation des 300 personnes à Zaventem ? Nous l'avons demandé à deux délégués présents. Le climat de répression à la Sabena nous empêche de citer leurs noms.

### «Ce n'est plus une démocratie»

Un délégué CSC à propos de son arrestation : «Lorsque les canons à eau de la gendarmerie sont entrés en action, j'ai tenté de m'en aller, en direction de Melsbroek. Avant que j'atteigne le tarmac, deux gendarmes m'ont plaqué contre le sol. L'un d'eux s'est assis sur mon dos, ses genoux en dessous de mon cou. Je suis ainsi resté étendu plusieurs minutes sur le sol froid et mouillé. C'est alors que de l'eau glacée est tombée. Ensuite, la BSR m'a passé les menottes, ils m'ont redressé et attaché avec les mêmes menottes au portebagages d'une voiture de la BSR. Ensuite, j'ai été emmené à la gendarmerie de Zaventem, fouillé et photographié. D'abord, j'ai pensé que les gens qui n'avaient pas participé à cette action auraient peur. Mais non, ils regrettaient de ne pas être du nombre. La prochaine fois, nous viendrons sûrement,

me disent-ils. Godfroid, la gendarmerie et la police radicalisent davantage la colère des gens.»

Un délégué FGFB, juste après sa libération à Zaventem : «Nous avons aujourd'hui été traités comme des malfaiteurs ! Par la gendarmerie mais aussi par la police de l'aéroport. Les contrôleurs voulaient surtout rassembler les badges des gens qui travaillent à la Sabena. Ils ont même demandé dans quel atelier ils travaillaient. Cela signifie qu'il y aura des suites, qu'ils trouveront un moyen de faire pression sur les gens, individuellement. Nous avons tous été fouillés et photographiés. Pour moi, il est clair qu'ici, nous ne vivons plus en démocratie. Selon moi c'est une dictature.

Il ne peut y avoir qu'une réponse : durcir nos actions jusqu'à ce que Godfroid retire son plan.»

«Cela ne s'était plus produit depuis 1970,» raconte un syndicaliste du Pays de Waas, 50 ans, qui a assisté aux arrestations. La répression menée par la gendarmerie contre la manifestation Sabena montre à quel point la grève et la protestation entravent les plans du gouvernement et des patrons. Ils craignent comme

la peste que les grandes entreprises comme la SNCB et la Sabena deviennent les courroies d'entraînement d'une grève générale contre leurs plans draconiens. En France, il en a été ainsi...

Voilà pourquoi le premier ministre Dehaene peut soudain attendre "tranquillement jusqu'à fin 1996" avec sa réforme de la Sécurité sociale...

### «Si ce plan passe ici, ce sera bientôt notre tour»

«Sabena est le modèle qui nous attend tous bientôt», dit un postier liégeois. Des délégations du privé et d'autres services publics, de Flandre et de Wallonie, ont fait de la manifestation du 20 décembre un grand succès. Ce qui ressort de la manifestation, c'est une nette disposition à l'action interprofessionnelle à la base, dans les deux syndicats.

La présence massive de délégations des services publics montre qu'elles considèrent la Sabena comme une entreprise qui doit redevenir publique. Elles feront connaître dans tout le pays la répression et la violence de la gendarmerie contre les manifestants.

Présents : une centaine de cheminots et des postiers CGSP et CCSP de

Malines; Limbourg, CGSP et CCSP; Bruges; Ostende; Alost; CGSP Telecom-Aviation; Rail Flandre occidentale; militants Setca-Belgavia; DHL; Bosch-Tirlemont; délégation VW; délégués FGFB-Renault Vilvorde; CGSP-RTBF et CGSP-Poste-Bruxelles; Picanol Ypres; Mercedes-Benz; CSC et FGFB-Fabricom; Eternit; Centrale de l'alimentation FGFB; FGFB-Louvain; Cheminots-Namur; Ministère des Finances-Liège; CCSP-Gand; délégations CMB de diverses grandes entreprises, CGSP-Rail, CCSP-De Lijn d'Anvers; CCSP-De Kempen-Turnhout; CGSP et CCTC-Poste; CGSP et CCTC-Postchèque; ALRB Rail; CGSP-Ministères; CGSP-Enseignement; Métallos de Mons.

# 300 syndicalistes



L'arrestation particulièrement brutale de trois cents syndicalistes, est en principe réservée aux régimes fascistes...



Le ministre "socialiste" Vande Lanotte a laissé arrêter le secrétaire FGFB Denis Demeulemeester...

## Le ministre Vande Lanotte (SP) fait arrêter 300 syndicalistes

### Les socialistes veulent privatiser coûte que coûte

Aujourd'hui, les partis socialistes organisent la répression contre les travailleurs. Affirmation exagérée ? Jugez vous-mêmes. Un secrétaire du syndicat des employés Setca a négocié avec le capitaine de gendarmerie la cessation pacifique de la manifestation. Mais après quelques coups de téléphone à son supérieur, celui-ci communique aux manifestants : «Ordre du ministre : je dois tous vous arrêter et noter votre identité». Les manifestants :

«Qui est ce ministre ? Vande Lanotte, ministre de l'Intérieur. De quel parti est-il ? Un "socialiste" du SP. «Nous y penserons lors des prochaines élections !», crie un manifestant. Lors de la manifestation des étudiants à Liège, le bourgmestre PS Dehousse a donné l'ordre aux gendarmes de tabasser les étudiants. Et ce même ministre Vande Lanotte l'a approuvé !

Les partis socialistes et leurs ministres Di Rupo (PS), Daerden (PS), tout comme

le Commissaire européen Van Miert (SP) jouent un rôle actif dans la libéralisation et la privatisation de la Sabena et des autres services publics. Ils ont approuvé en 1991 la nomination du patron de la Sabena, Godfroid.

Ils participent au démantèlement de la SNCB, ils vendent Belgacom. En 1996, les partis socialistes vont contribuer à démolir la Sécurité sociale. Le saccage du statut du personnel, des conditions de travail et des

salaires, le dégraissage de 3.000 emplois au cours des dernières années sont les conséquences directes de la privatisation et de la vente des participations de l'État dans la Sabena. En même temps, les résultats de l'entreprise restent dans le rouge. Alors que dans le passé l'État épongeait toujours les pertes, elles sont maintenant sans cesse reportées sur le personnel : retour à la semaine de 40 heures, suppression de la liaison des salaires à l'index

et des augmentations barémiques, flexibilité extrême (horaires coupés, contrats d'appel...). Il faut en finir et c'est pour cela que lutte le personnel de Sabena. Mais si les employés de Sabena veulent mener des actions, le ministre SP Vande Lanotte les fait arrêter, fouiller et fichier.

Des journalistes qui suivaient la manifestation sur les pistes ont été arrêtés eux aussi. De plus, leurs films ont été saisis. L'opinion

publique ne pouvait être confrontée aux photos de l'intervention violente de la gendarmerie; mais ces photos seront par contre utilisées pour entreprendre des poursuites judiciaires à l'encontre des manifestants ou pour les mettre sur une liste noire de l'entreprise. C'est ainsi que les ministres socialistes soutiennent le patronat dans la répression du syndicalisme de combat, pour préserver la compétitivité des entreprises, donc les bénéfices du patronat.

# Sabena arrêtés à l'aéroport



3.000 manifestants combattifs de tout le pays ont fait de la manifestation de Sabena un succès et ont flanqué la frousse à la bourgeoisie.



La présence des pilotes en grève à la manifestation aux côtés du personnel a donné une unité et une force incomparable.

## Pas de poursuites, liberté de grève

Les 300 syndicalistes arrêtés risquent une peine de prison de deux mois à deux ans et une amende de 10.000 F à 25.000F (art. 30bis de la loi du 27 juin 1937 sur la sécurité de l'aéroport). En outre, il y a encore l'aspect civil, pour les dommages causés. L'administration de la navigation aérienne envisage de retirer la licence de vol des pilotes qui ont participé aux actions. Un ancien mineur, présent à la manifestation de la Sabena : «La répression de grande envergure contre les trois cents syndicalistes aura certainement encore des suites. Godfroid et Vande Lanotte veulent en finir avec le syndicalisme de combat. Après la grande grève des mineurs de 1986, la direction a déposé plainte contre une centaine de grévistes. L'opinion publique ne l'a appris que pour huit d'entre eux. Les militants syndicaux peuvent empêcher un

tel scénario pour la Sabena en exigeant qu'il n'y ait pas de poursuites et en garantissant ainsi la liberté de grève.

Ceux qui sont convoqués pour interrogatoire devraient se faire accompagner d'un délégué syndical.

Vous avez parfaitement le droit de ne rien déclarer de ce que vous avez fait ou de ce que d'autres manifestants ont fait. Tout ce que vous déclarerez sera utilisé contre vous plus tard.

Ceux qui seront quand même inculpés doivent le signaler directement à leur direction syndicale. Les syndicats doivent aussi se porter garants de toutes les conséquences financières.» Le lendemain de la manifestation, le PTB a distribué un tract dénonçant l'intervention répressive de la gendarmerie et exigeant qu'il n'y ait pas de poursuites judiciaires contre les manifestants ni de mesures de la part de la direction de la Sabena (ou d'autres directions !). La gendarmerie doit être dissoute, car elle ne sert qu'à réprimer la lutte sociale. Le PTB propose l'aide de ses avocats, vous pouvez les contacter à travers les secrétaires du PTB.

## 18 janvier : soutenez Maaïke Seghers

Maaïke Seghers, cette déléguée CSC licenciée par Godfroid fin 93 pour faits de grève, a distribué un tract à la manifestation : «Jusqu'à ce jour, la direction a maintenu sa plainte et essaie de criminaliser l'action des syndicats aux piquets de grève. (...) Il est clair que Godfroid a d'abord tenté de rogner les ailes du syndicat avant de piétiner la démocratie économique en dénonçant toutes les CCT et en imposant au personnel un nouveau plan de restriction de

deux milliards.» La plainte de la Sabena contre Maaïke Seghers a été renvoyée devant le tribunal correctionnel, sans attendre le verdict du Tribunal du Travail. Le 18 janvier, ce renvoi sera examiné par la Chambre du Conseil. Pour soutenir Maaïke Seghers ce jour-là, vous pouvez obtenir plus d'informations après de Michel Boels, secrétaire CCSP (02/238.72.45) ou de Maaïke Seghers (02/414.29.07 ou 016/22.81.70).

## Salaire participatif

Dans son projet de CCT pour Sabena, Godfroid veut attribuer une part des bénéfices aux travailleurs : «Nous serons une des premières sociétés au monde à proposer une rémunération de l'effort identique pour le capital et pour le travail : 25 % aux actionnaires, 25 % aux collaborateurs et 50 % pour financer l'avenir.» (La Libre Belgique, 2.12.95) Sur ce terrain aussi, Godfroid n'est pas seul. Le partage du bénéfice entre aussi dans les vues du Premier ministre : «Lors des négociations salariales, il est préférable de tenir compte des résultats de l'entreprise.» (Dehaene dans De Zevende Dag, BRTN, 19.12.95). Et au Conseil Central des Entreprises, circulent entre-temps les premiers scénarios de "salaire participatif"... Faire dépendre les salaires des bénéfices est déjà une pratique largement répandue aux États-Unis. S'il y a des bénéfices, bien entendu, car les capitalis-

tes disposent de nombreux moyens de s'enrichir sans faire officiellement de bénéfices. Si le salaire de l'ouvrier dépend du bénéfice, il n'est plus sûr d'une partie de son salaire. Dans les faits, il ne reçoit plus un salaire complet pour le travail presté et cela équivaut à une baisse de salaire. Simultanément, le patron fait croire à l'ouvrier qu'ils travaillent tous deux sur pied d'égalité pour un intérêt commun. Mais en réalité, rien ne change à la position de l'ouvrier : il travaille pour un salaire incertain et les capitalistes s'approprient les bénéfices. Cette entière sujétion de l'ouvrier aux intérêts de l'entreprise, présentée comme son intérêt personnel et comme l'intérêt général, est caractéristique de la conception fasciste du rôle et de la place des ouvriers et des syndicats. Le partage du profit est une méthode par laquelle le grand capital veut accroître l'exploitation sans aucun frein.

## Pas de place pour des syndicats combattifs

Dans son modèle de société, Godfroid se débarrasse des syndicats combattifs. Il décrit que des états généraux de tous les milieux doivent se rassembler et là, il n'y a pas de place pour les syndicats. Sur le terrain social, Godfroid ne souhaite travailler qu'avec «ceux qui s'occupent des moins favorisés. (...) Il devrait y avoir une très large représentation, à la fois communautaire, fédérale, économique, financière, sociale — j'entends par là ceux qui s'occupent des moins favorisés - pour examiner comment, à partir de quelques vecteurs simples, nous pouvons nous débarrasser aujourd'hui.» (La Libre

Belgique, 2.12.95) Sur ce terrain aussi, Godfroid adopte des positions d'extrême droite. Une organisation et un travail syndical basé sur la lutte de classe ne s'insèrent pas dans ce schéma. Par contre, il n'est pas opposé à des syndicats qui, avec les patrons, adoptent comme premier commandement la recherche du profit. Pour de tels syndicats, Godfroid veut même faire une petite place au conseil d'administration ! C'est ainsi qu'il tente d'enrôler les syndicats dans une "collaboration organique" avec le capital au niveau des entreprises distinctes et de l'ensemble de la société. Juste le genre de syndicats qui convenaient à Hitler et Mussolini...

## Conférence-débat sur les privatisations

Privatisation, le casse du siècle... Gérard de Selys, journaliste RTBF, présente son nouveau livre, "Privé de public". Cet ouvrage qui se lit comme un roman policier, analyse les politiques de privatisations du secteur public. Gérard de Selys s'entretiendra avec des responsables syndicaux sur thème d'actuali-

té. Hier, les industriels, les banquiers et le gouvernement ne jureraient que par les secteurs nationaux, aujourd'hui, ils privatisent avec ardeur. Pourquoi ? Mot-clé : bénéfices... Centre International Boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles Jeudi 8 février, 18 h

# Naturalisation automatique gelée

La loi Erdman maintient les enquêtes humiliantes envers les immigrés

**Le 1er janvier 1996 a vu l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure de naturalisation pour les immigrés de première génération, la loi Erdman (1). Cette loi est la réponse du gouvernement au million de signatures récoltées par "Objectif 479.917". Mais la naturalisation automatique après cinq ans est-elle enfin réalisée ? Pas du tout.**

Eddy Maes

Le changement de la procédure de naturalisation par la loi Erdman a vu le jour sous la pression du million de signataires de la pétition d'Objectif 479.917. En outre, le gouvernement veut alléger la procédure pour faciliter le travail des parquets. Comme l'expliquait l'ancien ministre de la Justice, Melchior Wathelet, «l'examen des dossiers de naturalisation représente une perte de temps pour les parquets, qui pourraient utiliser leur temps plus utilement. Pourtant, cet examen peut être nécessaire, à condition qu'il ne soit pas effectué systématiquement mais uniquement s'il apparaît fondé sur base d'éléments du dossier» (2). Il est peu probable qu'un cadre originaire d'un pays européen sera soumis à un examen complémentaire. On désire éviter les paperasseries inutiles ainsi que les plaintes, émanant de ce public-là, à l'encontre de procédures de naturalisation trop longues.

## Dans les griffes de la Sûreté d'Etat

Désormais, l'examen de la volonté d'intégration sera davantage ciblé. Wathelet précise : «A cet égard, on pense principalement aux candidats chez qui la volonté d'intégration fait défaut en raison de leur appartenance politique ou de leur adhésion à des groupements fondamentalistes islamiques. Le grand nombre de demandes de naturalisation émanant de musulmans et la forte implantation des groupes fondamentalistes dans notre pays, obligent les autorités belges à

vérifier minutieusement si la sûreté de l'Etat n'est pas menacée. La collaboration entre le Parlement, l'Office des étrangers et la Sûreté de l'Etat doit, sur ce point, être intensifiée.» (3)

Chaque militant politique sera donc examiné. Ce n'est pas nouveau. Dans l'ancienne procédure, une demande de naturalisation passait successivement du ministère de la Justice au Parquet, puis à la Sûreté d'Etat, au Service des Etrangers et, finalement, au Parlement (2). Ainsi donc, la Sûreté d'Etat était déjà impliquée dans les anciennes procédures de naturalisation. Mais maintenant son rôle va être renforcé : encore davantage de contrôle politique. Le sénateur Agalev Frans Loozie fait remarquer à juste titre qu'une telle attitude «présente un contraste violent avec les droits fondamentaux auxquels les Belges peuvent prétendre comme la liberté d'opinion et le droit d'association. Le fondamentalisme et l'extrémisme ne sont pas des mouvances propres à l'islam; elles se manifestent tout autant dans les religions chrétiennes». Le sénateur estime donc que «le droit à la liberté d'opinion et la liberté d'associations s'en trouvent corrodés» (4).

Le fondamentalisme islamique est brandi comme alibi, mais ce sont surtout les immigrés "de gauche" qui semblent mal "intégrés". Deux Turcs progressistes carolorégiens se sont vu refuser la nationalité belge après un examen concernant leurs activités politiques (5). Un autre Turc, habitant au Limbourg, vient d'apprendre que sa naturalisation belge a été refusée «en raison d'activités dirigées vers l'étranger».



Un million de personnes ont signé la pétition d'Objectif exigeant la naturalisation automatique. La nouvelle loi, inspirée par le socialiste Erdman, refuse les droits égaux aux immigrés.

La référence au fondamentalisme islamique fait penser que chaque musulman est a priori suspect et qu'il lui appartient de fournir la preuve du contraire s'il veut obtenir la nationalité belge. Avec la loi Erdman aussi, la nationalité reste une faveur, qu'il faut "mériter". Le rapporteur des discussions en commission de la Chambre, Vandeurzen (CVP), répondit à une interpellation d'Agalev qu'il «ne faut pas perdre de vue que la naturalisation est une *faveur* du Parlement, de sorte qu'on peut difficilement parler d'insécurité de *droit*» (6). (les italiques figurent dans le texte du compte rendu)

Il y a fort à parier que chaque

Turc, chaque Marocain qui demande la nationalité belge, sera soumis à un examen de police complémentaire. Les seules exceptions seront probablement les immigrés qui disposent de diplômes ou de revenus élevés. Le fait que les informations relatives à ces diplômes et revenus soient demandées dès le début de la procédure indique qu'elles serviront de critères d'intégration. Au mépris du souhait des signataires de la pétition d'Objectif 479.917, qui veulent une procédure sans condition. Beaucoup d'immigrés avaient espéré que la nouvelle loi impliquerait un assouplissement de la procédure de naturalisation. Nous craignons cependant que

cet assouplissement ne soit effectif que pour les ressortissants de pays occidentaux ou disposant de bons revenus et de hauts diplômes. Les intégrés... aux normes de la bourgeoisie.

## Pas un droit, mais une faveur

Mais la majorité des immigrés sont de simples travailleurs; eux, ils resteront écartés de la nationalité belge et donc des droits politiques et sociaux égaux. Les immigrés resteront des citoyens de second rang et le racisme continuera de se développer. La loi Erdman n'est pas un rempart contre le racisme, parce qu'elle reste dans la continuité de la politique d'intégration. La nationalité belge et les droits égaux restent des faveurs que chaque individu doit conquérir individuellement. Le gouvernement espère que cette loi mettra un terme au débat sur les droits égaux. Mais, en réalité, cette nouvelle loi est affront au million de signataires de la pétition d'Objectif 479.917. Ceux-ci exigent l'attribution automatique de la nationalité belge après cinq ans de résidence légale en Belgique. Cette revendication a été traduite dans la proposition de loi Harnie. Une nouvelle manifestation aura d'ailleurs lieu le 24 mars, pour soutenir le projet Harnie. Il faut que cette proposition devienne loi. C'est la seule façon de porter un coup sérieux à la montée du racisme.

(1) Les décrets d'application de la loi Erdman ont été publiés dans le Moniteur Belge du 16 décembre 1995. (2) Compte rendu de la Commission parlementaire, n°1774/2 du 7 avril 1995, p.2. (3) Compte rendu de la Commission sénatoriale, n°1247/2 du 24 mars 1995, p.10 (4) Frans Loozie idem, p.12. (5) Solidaire n°8, 1995. (6) Compte rendu de la Commission parlementaire n°1774/2 du 7 avril 1995, p.5.

## La nouvelle procédure et le questionnaire

Un immigré devra toujours savoir préparer le chou-fleur au gratin...

Eddy Maes

Avec la nouvelle procédure, l'immigré devra aller chercher dans sa commune un questionnaire de 12 pages. Beaucoup des questions de ce formulaire figuraient déjà dans l'ancienne demande de naturalisation. L'immigré devra déclarer s'il est chômeur, quels professions il a exercées, quels furent ses employeurs, quels sont son revenu professionnel net et ses autres revenus, s'il possède des biens immobiliers en Belgique ou à l'étranger, s'il a des diplômes, dans

quelle langue il élève ses enfants, etc.

On retrouve notamment la question : «Quels éléments plaident particulièrement en faveur de l'intégration du demandeur ?». C'est cette question qui, lors des enquêtes de police de l'ancienne procédure, faisait l'objet de questions du style «mangez-vous à table ?» ou «savez-vous préparer le chou-fleur au gratin ?». Sur une page entière, l'immigré peut indiquer des «références positives»... à condition de «joindre les attestations des personnes qui servent de

référence».

La demande est adressée au service des naturalisations de la Chambre. Celle-ci transmet la liste des demandes au Parquet qui donne un avis dans les quatre mois. Si le Parquet n'émet pas d'objections durant ce délai, l'avis est supposé positif. La députée PRL Stengers y voit un danger. Lors de la discussion de la loi, elle objecta qu'«à Bruxelles, la plupart des dossiers n'auront pas reçu d'avis après quatre mois, ce qui signifie un avis favorable», l'ex-ministre Wathelet la rassura : «Le

parquet peut aussi émettre un avis défavorable, mais non motivé. Ce n'est évidemment pas le but, mais la loi ne l'exclut pas» (1). Pour le demandeur, un avis défavorable peut avoir deux résultats : soit la Chambre décide de reporter la naturalisation de une ou de deux années, soit elle demande une enquête complémentaire.

En tout cas, la Chambre peut toujours demander un examen de police complémentaire. La loi Erdman fait référence aux "conditions et circonstances" d'une loi

existante, concernant le choix de nationalité pour les immigrés de la deuxième génération, article 15, paragraphe 2. L'article 15 de la loi sur la nationalité indique notamment les conditions suivantes : pas de «faits graves, propres à la personne» (par exemple un casier judiciaire) et «suffisamment de volonté d'intégration». Il y a donc bel et bien des critères d'intégration !

(1) Compte rendu n°1774/2 du 7 avril 1995, p.3.

# Le "communiste" Ziouganov est un social-démocrate

«Lorsque nous serons au pouvoir, les grèves seront sévèrement sanctionnées»

Conformément aux prévisions des sondages, le Parti "communiste" de la Fédération de Russie (PCFR) a obtenu 22 % des voix lors des dernières élections. Le PCFR devient ainsi de loin le parti le plus puissant au parlement. En votant pour ce parti, la population a exprimé sa haine du capitalisme. Mais qui son dirigeant Ziouganov, et pourquoi se nomme-t-il communiste ?

Jef Bossuyt

En 1993, Eltsine fait bombarder le parlement à Moscou, puis organise des élections. Le seul parti de "gauche" à y participer et à y être autorisé est le PCFR de Ziouganov. Il obtient 12 % des voix et 45 sièges à la Douma (parlement). Cette participation permet de justesse à Eltsine d'atteindre le seuil constitutionnel de 50 % de participants aux élections.

Ainsi, le PCFR légitime non seulement ces élections, mais également le référendum sur la constitution d'Eltsine en faveur des pouvoirs exceptionnels au président. Après avoir soutenu ce coup d'Etat "légal", Ziouganov a signé l'appel à la "réconciliation nationale" d'Eltsine.

Il n'est donc pas étonnant de voir le président Clinton, lors de sa visite à Moscou, invitant Ziouganov à un lunch en compagnie du libéral et pro-occidental Javlinski. (1)

En 1994, au moment où les mineurs affamés faisaient grève pour exiger le paiement des arriérés de salaires, le PCFR a rayé la notion de "lutte des classes" de son programme. Il déclare à présent : «Dans les pays civilisés, les contradictions entre le travail et le capital sont éliminées. Lorsque le PCFR accèdera au pouvoir, il donnera la priorité aux intérêts nationaux de la Russie. Les appels émanant de mouvements de grève et incitant les ouvriers à la haine de classe contre leurs employeurs seront sévèrement sanctionnés.» (2)

Le PCFR veut parvenir au pouvoir «par tous les moyens prévus par les accords internationaux sur les droits de l'homme». Evidemment, la révolution ne figure pas parmi ces moyens. Pour attirer les militants communistes, le PCFR commémore la révolution d'Octobre, mais il la présente comme «le seul moyen à cette époque d'assurer la survie de la Russie en tant qu'Etat national.»

Aujourd'hui, souligne le PCFR, «la première chose à laquelle nous renonçons, c'est la voie révolutionnaire pour résoudre les problèmes.» (3)

## Vive le «capitalisme civilisé»

Ziouganov n'est pas opposé au capitalisme. Il veut profiter du mécontentement actuel en affirmant vouloir sauver la patrie de «la barbarie du capitalisme primitif». Ziouganov n'utilise jamais la

notion de l'impérialisme, mais parle systématiquement des «pays capitalistes civilisés». C'est ce capitalisme "civilisé" qu'il espère introduire en Russie.

Lors de son allocution devant la Chambre américaine du commerce à Moscou en octobre dernier, il a tenté d'apaiser les inquiétudes des investisseurs étrangers : «Il est absurde de supposer que les communistes arrivés au pouvoir supprimeront la propriété privée. Mon parti soutient les investissements occidentaux en Russie. Le monopole de l'ancien Parti communiste sur la propriété était contre nature. Je comprends les problèmes des hommes d'affaires étrangers dans ce pays. Surtout à propos des impôts et les angoisses incessantes quant à leur sécurité personnelle. Le Parti communiste sait comment s'en prendre à la mafia. Nous l'avons fait pendant 70 ans. Je promets un climat plus propice aux investissements.» (4) Un homme d'affaires américain a réagi : «La Russie nous semble un pays aussi prévisible que la Colombie ou le Chili. Si la poigne de Fujimori fonctionne au Chili, alors pourquoi pas dans ce pays ?» (4)

## Défenseur de la nouvelle bourgeoisie russe

Tous les milieux d'affaires ne sont pas rassurés pour autant. Les plans de nationalisations dans le programme de Ziouganov suscitent l'inquiétude.

Ziouganov prône une économie où «les relations entre le secteur public et le secteur privé sont optimales». A ses yeux, «la privatisation et la nationalisation doivent constituer les deux leviers économiques garantissant la puissance du pays et le bien-être de ses citoyens.» Il prévoit la nationalisation «des secteurs d'importance stratégique pour le développement continu et la sécurité du pays.» (5) Les compagnies pétrolières étrangères surtout craignent dès lors que la vente aux enchères dans leur secteur ne soit freinée.

Ziouganov diffère des autres partis politiques qui sont les porte-parole directs du capital occidental. Contrairement aux vœux du nouveau président polonais Kwasniewski, Ziouganov n'envisage pas l'entrée de son pays dans l'Otan.

Il représente le capital national russe qui a certaines contradic-



Gennadi Ziouganov. Son Parti "communiste" de la Fédération de Russie est devenu le parti le plus important de la Douma. Sa victoire démontre à quel point la population hait le développement capitaliste. (photo AFP/Belga)

tions avec le capital occidental et veut construire son propre capitalisme indépendant. A ce propos, Ziouganov déclare : «Le producteur national doit avoir la priorité, quelle que soit la forme de propriété. Nous ferons en sorte qu'il ait intérêt à développer sa production.» (5)

Dans la guerre en Tchétchénie, l'Occident soutient les rebelles et conteste le contrôle par le nouveau capitalisme russe des richesses pétrolières du Caucase. Ziouganov défend lui un chauvinisme national agressif.

Les léninistes considèrent que les travailleurs russes et tchéchènes n'ont aucun intérêt dans cette guerre. Ziouganov par contre appelle les soldats russes à assumer en Tchétchénie «les devoirs de leur

serment militaire». Ainsi, il les jette comme chair à canon dans la guerre injuste menée par Eltsine. Le 5 janvier de l'année dernière, un mois après l'invasion, Valentin Kovaliev, membre du PCFR, est devenu ministre de la Justice dans le gouvernement Eltsine. (6)

1. Victor Anpilov, Molnia 32, septembre 1995. 2. Moscovski Novosti, 34, 28 août 1994. 3. Pravda, 10 août 1994. 4. Moscow Tribune, 19 octobre 1995. 5. "Pour notre patrie soviétique", tract électoral du PCFR, Pravda, 21 octobre 1995. 6. Keatings Historisch Archief, juillet 1995.



Eltsine : «Suis-moi !»

## Trois millions de Russes votent pour la révolution

Le programme du PCFR, le parti de Ziouganov, émet des promesses populaires : réintroduction du contrôle des prix par l'État, soins médicaux et enseignement gratuits, hausse des pensions... Contrairement aux sociaux-démocrates des pays de l'Europe de l'Est, Ziouganov n'a pas rebaptisé son parti en parti "social-démocrate". Il tient en effet à utiliser un vocabulaire de gauche, communiste. Cela s'explique par le fait que son parti est sérieusement menacé dans son flanc gauche par les véritables communistes révolutionnaires. Les manifestations organisées par le PCFR sont souvent dominées par des slogans et des photos de Staline et de Lénine

portées par des membres et des militants du Bloc électoral communiste, à la grande indignation des dirigeants sociaux-démocrates. Le Bloc communiste est constitué de trois partis communistes : le Parti communiste russe du travail de Tchoukine et de V. Anpilov, le Parti communiste russe de A. Prigarine et le Parti russe des communistes de Krouchtchikov. Plus de trois millions de Russes ont voté pour ces communistes révolutionnaires. Ils ont recueilli 4,59 % des voix, s'approchant de près du seuil électoral de 5 %. Ils obtiennent néanmoins un siège à la Douma, via le système des députés de districts. L'élu est Vladimir Grigoriev, chef d'équipe de la centrale nucléaire de Leningrad.

Parmi tous les candidats de la région de Fsievoloski, c'est lui qui détient le record de voix. Le bloc électoral des communistes a une opinion divergente de celle du Parti communiste des Bolcheviks d'Union soviétique dirigé par Nina Andreieva sur la tactique à suivre pendant les élections. Le parti de Nina Andreieva a boycotté les élections, parce que la majorité des Russes a horreur des élections et parce qu'il ne reconnaît pas la constitution d'Eltsine. Malgré les divergences tactiques, les quatre partis ont un organe de coordination commun, le «Roskomsoyou» et leur campagne commune vise à démasquer le régime d'Eltsine et la trahison de Ziouganov.

## EN BREF

## Autriche

## Un électeur sur quatre vote fasciste

Le FPÖ, Parti de la Liberté, parti fasciste autrichien, a obtenu 23,13 % des voix aux élections parlementaires. Un Autrichien sur quatre a voté pour un parti raciste et d'extrême droite (qui veut de surcroît réduire le moitié le nombre de fonctionnaires). Pourtant, le résultat électoral est ainsi commenté : "pas de percée pour l'extrême droite" !

Une enquête judiciaire a débuté contre Jörg Haider, président du FPÖ. En octobre, il a participé à une rencontre de vétérans de la SS. Une des participantes était Gudrun Burwitz, fille de Heinrich Himmler. Pendant son allocution, Haider a appelé ces vétérans "ses meilleurs amis" et a loué ces «dignes citoyens qui, jusqu'à aujourd'hui, sont restés fidèles à leur conviction». Des images vidéo de ce meeting avaient déjà été montrées à la télé pendant la campagne électorale de Haider. (International Herald Tribune, 18/12 et Libération 22/12)

## Ecologie

## Halte à la folie !

Pendant la période des fêtes de fin d'année, nous sommes assaillis de vœux de paix et de justice. Les chiffres suivants, repris du journal nicaraguayen Envio de novembre 1995, démontrent que les bonnes intentions ne suffiront pas.

20 % de la population mondiale, dans la plupart des pays industrialisés, consomme 80 % de tout ce qui est produit et extrait. Le citoyen US moyen consomme 50 fois plus d'acier, 56 fois plus d'énergie, 170 fois plus de papier, 250 fois plus de combustible et 300 fois plus de plastique que son semblable indien. Dans cette comparaison, il faut encore tenir compte du fossé énorme entre riches et pauvres aux États-Unis.

Les 57 millions d'enfants qui naîtront dans les pays industrialisés d'ici l'an 2000 pollueront trois fois plus la planète que les 911 millions d'enfants à naître dans le tiers monde. Supposons que la planète compte 11,5 milliards d'habitants en 2050 et que, par miracle, ils consomment autant que l'Américain moyen aujourd'hui, les réserves pétrolières seront épuisées après 7 ans, les réserves d'aluminium après 18 ans, le cuivre après 4 ans, le zinc après 3 ans et le charbon après 34 ans. Cette supposition est naturellement totalement fantaisiste. Sous le système impérialiste et la concurrence meurtrière entre les multinationales, il n'y a pas de place pour de nouveaux "riches" et seule la misère augmentera encore. Seul le socialisme offre une issue : les moyens de production aux mains de la classe ouvrière, la production en fonction des besoins et non en fonction du profit... Que tous ces vœux ne restent pas lettre morte !

## Albanie

## Chasse aux communistes

Le parlement albanais a approuvé en septembre une "loi sur le génocide et les crimes communistes", qui a permis d'intensifier la chasse aux communistes. Le 10 décembre, quatorze anciens dirigeants communistes parmi lesquels l'ancien ministre de la Défense, ont été arrêtés. Ils sont accusés de «déportations massives pour raisons politiques» et sont passibles d'une peine de prison de quinze ans. (Libération, 16/12)



Le professeur Jaap Kruithof au micro, durant la manifestation pour la paix.

## Délégation en Bosnie

## Manif de Noël pour la paix en Yougoslavie

**Juste avant Noël, vingt militants pacifistes sont partis pour l'ex-Yougoslavie en même temps qu'un camion contenant 15 tonnes d'aide. La veille de leur départ, une manifestation pour la paix a rassemblé 150 personnes à Bruxelles.**

Tony Busselen

Une équipe de vingt étudiants, ouvriers, photographes et médecins est partie pour Banja Luka le 24 décembre. Dans les environs de Banja Luka se trouve la plus grande concentration de réfugiés de Bosnie-Herzégovine. Il s'agit surtout de Serbes qui ont pris la fuite quand, après les bombardements de l'Otan, a commencé l'offensive des Croates dans la Krajina et des troupes croato-bosniaques dans le reste de la Bosnie. Ils sont donc les victimes directes de la violence de l'Otan ou de ses alliés.

Le groupe enquêtera sur la situation des réfugiés. Il accompagnera aussi un camion contenant quinze tonnes de marchandises rassemblées par Médecine pour le Tiers Monde.

Le 23 décembre, la veille de leur départ, deux cents personnes ont tenu une manifestation pour la paix sur le Vieux Marché aux Grains, à Bruxelles. Ils ont écouté le témoignage d'un membre d'une précédente délégation ayant visité la Yougoslavie.

Dans son allocution, le professeur Jaap Kruithof a dénoncé l'intervention des puissances étrangères. Cécile Harnie, du

mouvement Objectif 479.917, a parlé du rôle du nationalisme et du racisme qui ont permis aux grandes puissances de détruire la Yougoslavie. Enfin, le docteur Dirk Van Duppen de Médecine pour le Tiers Monde, qui dirige la commission d'enquête d'une vingtaine de personnes, a expliqué pourquoi l'accord de paix de Dayton n'apportera pas une paix véritable mais engendrera de nouveaux conflits.

Entre les allocutions, les manifestants ont pu assister à une représentation du groupe vocal Brasas.

La commission d'enquête présentera un rapport détaillé de sa visite et ses perspectives pour défendre la paix, le 20 janvier, à l'École du Tiers Monde de la Ligue Anti-impérialiste, au centre culturel Ten Weyngaert, rue des Alliés 54 à 1190 Bruxelles (Forest). De 10 à 18 heures.

## Sida : Afrique abandonnée

Une conférence sur le Sida s'est tenue récemment en Ouganda. Le docteur Piot, qui dirige le programme contre le Sida de l'Organisation mondiale de la santé, a déclaré que tous les pays concernés devaient prendre leurs responsabilités dans la lutte contre le virus mortel, y compris sur le plan financier. «Nous ne pouvons pas donner le médicament AZT à toutes les personnes contaminées. Nous ne sommes pas une organisation caritative», a ajouté Piot. En Afrique noire, cinq millions de jeunes femmes sont contaminées. Au Zimbabwe, la principale organisation anti-Sida a fermé ses portes par manque de soutien financier. Ces dix dernières années, 100.000 personnes y sont mortes du Sida. (Le Monde, 1.12.95) Le nouveau slogan du Sida deviendra-t-il "Afrique, tire ton plan !" ?

## 560.000 enfants tués en Irak

L'embargo imposé par l'Onu à l'Irak depuis cinq ans a déjà coûté la vie à 560.000 enfants. C'est ce que révèle une étude de l'organisation alimentaire de l'Onu, la FAO. La revue médicale britannique *The Lancet* en a publié des extraits en décembre. L'embargo a été décrété en août 1990 par l'Onu, à l'initiative des États-Unis. Une filiale de l'Onu accuse donc l'Onu de génocide. A juste titre d'ailleurs. Et quelle conclusion l'Onu tire-t-elle ? Elle poursuit le massacre... Mais elle le qualifie de "politique de paix", "intervention humanitaire", "démocratisation", "politique des droits de l'homme"...

Soirée de solidarité avec l'Irak : 17 janvier, juste cinq ans après le début de la guerre du Golfe. Centre International, boulevard M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (avec un représentant de la Croix Rouge de Belgique).

## En Inde, un enfant doit rapporter

## Témoignage de la vie et de la lutte d'une femme

Rita Reyniers

Devant une trentaine de personnes réunies au secrétariat du PTB à Anvers, parmi lesquelles bon nombre de femmes au chômage, Madame Dewan, professeur à l'université de Bombay, a raconté la vie et le combat de la femme en Inde. Dans un pays du tiers monde tel que l'Inde, les multinationales ont libre jeu. Ainsi, Pepsi Cola ayant promis de créer 5.800 emplois a obtenu en échange d'importantes exonérations fiscales et un terrain à prix réduit. Après sept ans, la multinationale a créé exactement 21 nou-

veaux emplois.

Dans l'entreprise, le temps de travail a été prolongé de huit à douze heures, afin de licencier un maximum de travailleurs. Les femmes sont les premières victimes. Les mères cèdent souvent leur emploi à l'un de leurs fils, car un fils au chômage est considéré comme une honte. 96 % des femmes travaillent à domicile en sous-traitance, privées de toute protection, pendant onze à douze heures par jour. Ce travail n'est pas reconnu, ce qui rend ces femmes encore plus dépendantes de leur mari. Pourtant, 30 % des femmes sont chefs de

famille, parce que leur mari est malade ou chômeur ou parce qu'elles sont isolées.

A propos de la situation de l'enfant, madame Dewan a expliqué que l'Inde abrite un tiers des enfants qui travaillent dans le monde. 7 % des travailleurs indiens sont des enfants. A l'âge de sept ans, l'enfant a déjà rapporté ce que ses parents avaient investi en lui. A partir de onze ans, il contribue à part entière au revenu de la famille. L'enfant est donc un moyen de subsistance. Cela m'a fait penser à cette femme au chômage qui m'avait dit qu'à l'âge de 40 ans

elle pensait avoir encore un enfant pour éviter de tomber un jour sans revenu.

Madame Dewan nous a fait un récit choquant à propos de la contraception. En collaboration avec le gouvernement indien, des multinationales ont offert des injections intraveineuses à 2.000 femmes au Punjab, prétendant qu'il s'agissait d'un traitement contre l'anémie. On leur avait en fait injecté un contraceptif interdit dans les autres pays. Il est actif pendant quatre ans. Les femmes qui ont malgré tout été enceintes ont mis au monde des petites filles sans utérus.

# Haiti : élections sous parapluie américain

Des présidentielles boudées par le peuple : seulement 28 % ont voté

**En 1995, Haïti a connu deux périodes électorales... En juin, législatives et municipales; en décembre, présidentielles. Ces élections ont été organisées sous «protection» de l'occupation américaine et aux conditions formulées par l'administration Clinton. Le peuple a boudé les scrutins.**

Lamour-Dérance

La course à la présidence mettait en scène quatorze candidats. La majorité absolue de ces candidats ne jouissait d'aucune représentativité. Inconnus du peuple, la plupart peut-être de mèche avec des services spéciaux étrangers. Il y en a qui se lancent dans la compétition pour semer la confusion ou détourner le peuple de ses préoccupations vitales.

Aucun des candidats à la présidence n'avait un discours différent, significatif. Aucun d'eux ne se prononçait contre l'occupation américaine et onusienne, contre la politique économique du gouvernement d'Aristide dictée par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Le principal d'entre eux, René Préval, ancien premier ministre du premier gouvernement d'Aristide et porté par la Plate-forme politique Lavalas (PPL) s'est posé en continuateur de la politique suivie depuis le fameux retour d'Aristide du 15 octobre 94. Il n'a rien contre les privatisations qu'il baptise «modernisation des entreprises». Il est parmi ceux qui chantent les vertus de la nouvelle police nationale pourtant responsable déjà de plusieurs actes de répression contre les milieux populaires. Le scrutin s'est déroulé le 17

décembre. Le plus marquant, c'est la très faible participation du peuple. Après le dépouillement des bulletins, le Conseil Électoral Provisoire n'a enregistré que 28 % de l'électorat qui s'est présenté aux urnes. Le résultat final indique que René Préval a obtenu 87,4 % des votes exprimés. Donc, à la différence du raz-de-marée de décembre 1990 quand Aristide était élu, les bureaux de vote ont été massivement désertés. Et René Préval, qui avait pourtant le soutien d'Aristide, ne jouit en réalité que d'une très faible légitimité populaire. Ce désintérêt s'observait d'ailleurs depuis les élections de juin. Il n'y avait alors que près de 30 % de participation.

## Les masses populaires attendent toujours que justice soit faite

Les masses populaires ont boudé une fois encore les élections parce qu'elles sont déçues et mécontentes. Elles attendent encore que justice leur soit faite des trois années de terreur qui ont semé en leur sein le deuil, la misère physique et morale et toutes sortes de privations forcées. Les chefs putschistes, les bourreaux militaires et civils n'ont été ni poursuivis, ni arrêtés, ni jugés. Ils sont couverts par une amnistie. Ils ont largement bénéficié de la protec-



Haïti sous occupation militaire américaine et sans force politique pour organiser la résistance à cette nouvelle colonisation.

tion des Américains dont ils ont été les fidèles serviteurs.

Le désarmement des anciens paramilitaires reste un rêve en dépit du tapage médiatique fait dans les premiers moments de l'arrivée des troupes étrangères. L'insécurité continue de faire des victimes dans les quartiers populaires et les campagnes. La situation économique et sociale des populations pauvres s'est particulièrement aggravée. La production nationale continue de

dégringoler. L'exode rural s'intensifie. L'armée des sans-travail

grossit. Les prix flambent. La politique économique du gouvernement ne profite qu'aux riches, particulièrement à ceux qui avaient commandité le sanglant coup d'État. Elle s'aligne fidèlement sur les prescriptions du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale qui affament les peuples du tiers monde.

Comment dans ces conditions s'étonner que le peuple tourne le dos aux urnes ? Cette réaction est le signal d'un malaise, d'un mécontentement qui couve au sein des masses populaires haïtiennes. Un journaliste a caractérisé comme dangereux ce comportement politique de la majorité du peuple. Cela dépend du point de vue où l'on se situe pour apprécier le phénomène. Ce qui est dangereux ce n'est pas la non-participation à ce processus électoral mais la faiblesse temporaire des structures et courants anti-impérialistes réclamant la fin de l'occupation du pays et la reconquête de la souveraineté nationale. On a besoin de courants qui défendent l'instauration d'un pouvoir refusant toute servilité vis à vis de l'impérialisme et de ses institutions. Un pouvoir qui lance Haïti dans un processus de développement national, progressiste et favorable aux classes populaires.

## L'exemple de Hilde

Un numéro spécial de Solidarité Internationale

Hilde Meesters

Solidarité Internationale, le périodique mensuel de la LAI et de Médecine pour le Tiers Monde, a été lancé il y a quelques mois. Le numéro de décembre est consacré à la vie de la camarade Hilde Vanobberghen.

Hilde est décédée le 30 mars de cette année. En peu d'années, elle était devenue l'une des figures les plus dynamiques du mouvement tiers-mondiste. Elle était l'âme de Médecine pour le Tiers Monde, la cheville ouvrière du groupe Philippines en Belgique, membre de l'assemblée générale du NCOS (équivalent flamand du CNCD), membre du conseil d'administration de l'organisation non gouvernementale Bevrijde Wereld (Ter-

res Nouvelles). En même temps, elle travaillait comme médecin dans la maison médicale de Médecine pour le Peuple à Malines. Hilde avait choisi de se consacrer entièrement au tiers monde, à la médecine gratuite et au Parti du Travail.

Dans ce numéro de Solidarité Internationale, nous tentons de nous inspirer des choix de Hilde, en citant entre autres ses propres textes. Nous suivons son parcours pendant son stage comme médecin au Venezuela, ses voyages de solidarité aux Philippines, son combat contre l'Ordre des médecins à Malines... Nous publions aussi quelques textes montrant comment elle percevait son travail et sa lutte au sein du PTB. Ces textes montrent qu'un engagement



désintéressé est à la portée de tous ceux qui veulent lutter pour un monde meilleur.

## Baoni, révoltes de la Force Publique sous Léopold II

Ce livre de Guy De Boeck décrit comment la Force Publique, corps social engendré par la colonisation, s'est retournée contre elle. Léopold II caressait dès la conquête militaire du Congo en 1885, des rêves encore plus ambitieux d'expansion vers le Haut-Nil et le sud du Soudan. A ces fins, il dota son empire africain d'une armée de soldats indigènes, encadrée par des officiers européens : la For-

ce Publique. En 1895, 1897 et 1908, ces soldats se révoltèrent et ce n'est qu'après treize ans de répression que ces révoltes furent étouffées (EPO, 400 pages, 850 F).

Offre spéciale : Avec un abonnement à "Solidarité internationale" à partir de décembre, vous recevrez l'excellent livre "Baoni" pour le prix total de 900 F.

## Bon :

Nom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

- Je commande le numéro de décembre de Solidarité internationale consacré à Hilde Vanobberghen et je paie 80 F + 20 F de port.
- Je prends un abonnement d'un an (10 numéros) à Solidarité internationale et je verse 750 F.
- Je prends un abonnement de soutien et je verse 1000 F.
- Je suis étudiant/chômeur et je verse 650 F pour un abonnement d'un an
- Je souhaite obtenir l'offre spéciale : un abonnement d'un an à Solidarité internationale avec le livre "Baoni". Je verse 900 F.

A renvoyer à Solidarité internationale, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Versement au compte n° 001-0384807-84, avec la mention SI (promotion Solidaire).

## Van Rompuy (CVP) et Willockx (SP) : «le meilleur film de l'année» !

Interrogé par l'hebdomadaire Humo, le ministre flamand des Affaires économiques, Eric Van Rompuy estime *Land and Freedom* le meilleur film de l'année. Van Rompuy représente l'aide droite du CVP. C'est un fervent défenseur des principes du marché libre, des patrons et du Boerenbond et un nationaliste flamand déclaré avec des positions réactionnaires sur les questions culturelles et éthiques. Cette réaction de Van Rompuy sur le film de Ken Loach indique que les progressistes doivent se demander à qui profite cette présentation falsifiée de la guerre d'Espagne.

Freddy Willockx (SP) estime aussi que le film de Loach est le meilleur. C'est significatif. Tout comme le fait que la première projection de *Land and Freedom* en Belgique a eu lieu à l'Université d'été du PS. Pourquoi ? Ce film cache que les catholiques, les conservateurs et les socialistes des gouvernements de l'époque en France, Grande-Bretagne et Belgique ont refusé toute aide à la République espagnole et ont laissé Mussolini et Hitler soutenir massivement Franco. Ils portent ainsi une responsabilité écrasante dans la victoire des fascistes espagnols et dans l'extension de la Seconde Guerre mondiale. Leurs successeurs politiques apprécient vivement un film qui les met hors d'atteinte et qui impute la défaite des antifascistes à... Staline et aux communistes !

## Crier à l'unité pour diviser

Le film rend responsable les communistes de la division du camp républicain. Mais là aussi, Loach, inspiré par les trotskistes, nous emmène sur une fausse piste. Les trotskistes, aujourd'hui, ne cessent de crier à "l'unité" contre le fascisme et dénoncent le "sectarisme" des communistes. Mais là, où, comme en Espagne, le Parti Communiste (PC) a construit un véritable Front Populaire contre le fascisme, les trotskistes ont tout fait pour le briser. Ainsi, au début de 1937, le POUM n'a cessé de dénoncer le PC, comme le pire des ennemis, pire même que les fascistes de Franco. En mai 1937, les divisions du POUM et de la CNT (syndicat anarchiste) ont abandonné l'important front d'Aragon aux fascistes pour aider leurs camarades à prendre le pouvoir à Barcelone. Le gouvernement républicain ne pouvait qu'écraser cette insurrection, qui affaiblissait la lutte sur le front. D'ailleurs, comme l'a confirmé Franco lui-même, ce sont ses propres agents secrets fascistes qui ont déclenché les événements de Barcelone, exploitant la lutte des anarchistes contre les communistes.

## Pour en savoir plus...

Saviez-vous que Franco fut transporté par Scotland Yard des Iles Canaries au Maroc avant son coup d'Etat ? Et qu'en novembre 1936, quand les premiers avions russes ont survolé le ciel madrilène, la population a crié : «Vive la Russie, Vive l'Union soviétique» ? Non ? Nous vous conseillons alors deux livres pour mieux comprendre la guerre d'Espagne, pour répondre à vos questions :

Arthur London, *Espagne...*, Editeurs Français Réunis, Paris, 1966.

Harpal Brar, *Trotskyism or Leninism ?*, Londres, 1995, 900 FB. (en anglais uniquement)

En vente à la Librairie Internationale, 171, Bd Lemonnier, 1000 Bruxelles.

# Un film de cow-boys anticommuniste

Land and Freedom : le débat continue au Centre International

**Ken Loach est un bon cinéaste. En toute logique, de nombreux spectateurs ont été impressionnés par sa mise en scène de la guerre d'Espagne dans 'Land and Freedom'. Malheureusement, ce film est une grossière falsification de la réalité historique.**

David Pestieau et Kris Merckx

Comme l'a suggéré un spectateur, on reste sur l'impression «d'un film de cow-boys anticommuniste», où les partisans du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, un groupe anarcho-trotskyiste) sont les "bons" et les communistes les horribles "méchants". Or, le film est d'une malhonnêteté sans nom. Il utilise tous les procédés pour dénigrer les communistes. Il travaille les gens aux tripes. D'abord, il caricature les communistes comme des lâches, absents des combats, trop occupés à mater le POUM et les anarchistes... Sur leurs uniformes bien repassés, pas une seule tache. Par contre, les militants du POUM sont présentés comme des nobles révolutionnaires, suivant une politique socialiste correcte.

## Des manipulations grotesques

Ensuite, l'enjeu de la guerre, qui fut une lutte à mort entre la République et les fascistes, apparaît comme secondaire. Nulle part, on ne réalise l'âpreté des combats. Au moment, où les "héros" du film discutent tranquillement de Révolution dans des tranchées en Aragon, la bataille fait rage depuis des mois au Pays Basque. Au sud, un formidable bras de fer s'engage entre les fascistes de Franco et l'armée républicaine pour la prise de Madrid. La bataille de Jarama a fait 10.000 morts de chaque côté. Et Madrid est restée républicaine.

Mais de cela, Loach ne parle pas, car le POUM était absent de ces combats.

Il préfère nous montrer l'armée républicaine à sa façon. A Barcelone, guerroyant avec les anarchistes. Dans un bar débattant des insultes sur les femmes du POUM. En Aragon, arrêtant les combattants du POUM. Les fascistes, eux, n'apparaissent que furtivement.

Pire, Loach manipule les images. Ainsi, il suggère des associations entre la République et les fascistes. Par exemple, les gardes républicains vêtus de noir (comme des membres de la Gestapo) perquisitionnent chez un homme du peuple... L'officier communiste qui arrête les partisans du POUM est pratiquement identique à l'officier fasciste arrêté au début du film : uniforme similaire, même képi, même regard méprisant sur les combattants du POUM.

## Le POUM, les vrais communistes ?

Enfin, Loach nous présente de manière démagogique les anarcho-trotskyistes du POUM comme les véritables communistes, qui veulent la collectivisation des terres. Ils promettent des tracteurs aux paysans pour labourer leurs champs ensemble.

Or, l'Espagne était largement féodale et de plus, en pleine guerre civile. Une situation assez analogue à celle de l'URSS au lendemain de la Révolution d'Octobre de 1917. Lénine avait alors défendu la réforme agraire (répartition



Les combattants républicains n'avaient bien souvent que des armes de fortune. Leurs seules armes modernes venait d'Union soviétique.

individuelle des terres entre les paysans) et la concentration de toute la production industrielle pour gagner la guerre civile. Une fois la victoire acquise et la paix revenue, on pouvait développer les conditions matérielles de la collectivisation. Les communistes espagnols ne défendaient pas autre chose dans l'Espagne de 1936.

Or l'industrie, concentrée en Catalogne, ne fut même pas capable de ravitailler la République en armes. En effet, Barcelone était régulièrement paralysée par des grèves déclenchées par les anarcho-trotskyistes.

Comment aurait-on pu offrir des tracteurs aux paysans si on n'arrivait même pas à obtenir des armes pour gagner la guerre ? Les armes vinrent d'ailleurs grâce à l'aide de l'Union soviétique.

## Un ancien brigadiste d'Espagne témoigne

Marcel Baiwir, communiste liégeois avait rejoint, à l'âge de 19 ans, les Brigades Internationales en Espagne. Il confrontera son vécu à la vision des communistes du film de Ken Loach.

Introduction par David Pestieau.

Jeudi 11 janvier 1996, à 20 heures, Centre International, 171, Bd Lemonnier, Bruxelles.

# 800 avions, 360 tanks, 500.000 fusils...

Un ancien des Brigades Internationales parle de l'aide soviétique

«Ce film est un scandale pour les milliers de membres des Brigades Internationales qui ont donné leur vie en se battant contre le fascisme en Espagne», écrit Frank Graham\*.

Cet ancien des Brigades Internationales a servi dans le bataillon britannique en Espagne. Il témoigne : «Le film se termine par la dénonciation de Staline qui, selon les trotskistes, était responsable de tous les maux d'Espagne et d'Europe. Quand Mussolini commença à couler les bateaux russes navi-

quant vers l'Espagne, plein d'armes et de vivres, les trotskistes lancèrent le bruit que Staline abandonnait l'envoi d'armes en Espagne. Le mensonge fut répandu par tous les ennemis de la République et il fait encore partie du mythe sur Staline et l'Espagne. Ayant combattu en Espagne dans le bataillon britannique, je me souviens m'être entraîné à Madrigueras au début de 1937 sans aucune arme. Nous étions nécessaires au front mais nous ne pouvions rien faire sans

armes. Trois semaines avant la bataille de Jarama, les camions arrivèrent à la base avec des fusils, des mitraillettes et plein de munitions. Tout venait de l'Union soviétique. Durant tous ces mois, les Russes envoyèrent 800 avions, 360 tanks, 1555 pièces d'artillerie, et plus d'un demi-million de fusils avec munitions, autres équipements et nourriture. Mais les sous-marins coulaient les bateaux russes : la route maritime devint ainsi impossible. On essaya alors d'envoyer du matériel par

terre. Mais la France et la Grande-Bretagne, grâce au soi-disant Comité de Non-Intervention, arrêteront bientôt ce transport. Ils saisirent 600 avions soviétiques, 500 fusils et un large nombre de mitraillettes qui finirent finalement dans les mains des fascistes. Staline n'arrêta jamais l'envoi d'armes à l'Espagne. Les coupables étaient la France et la Grande-Bretagne.»

\* Lalkar, Association des travailleurs indiens en Grande-Bretagne)



# Que nous réserve 1996 ?

Quelques personnalités nous donnent leurs avis

Monseigneur Gaillot, Dehaene sur son taureau, Agusta, les essais nucléaires français, Vigipirate, la Beatles mania, Jean "Matraque" Dehousse... ça s'est passé en 1995. Cette année restera surtout dans les mémoires comme "l'année de tous les dangers" pour le gouvernement : lutte des étudiants et enseignants, grève à la SNCB, Sabena, dans les services publics... Le point de vue de quelques personnalités.

Marianne Lerouge



**Bachir, musicien,  
Cool Bronxelles Cool (CBC).**



**Marc Bourguet, Secrétaire de la Centrale  
Générale FGTB, Verviers.**



**Paula Hertogen, Entreprise sans racisme,  
Comité pour la protection des délégués.**



**Nadine Rosa-Rosso,  
Secrétaire Générale du PTB.**



**Jacques de Pierpont,  
producteur de Rock à Gogo, Radio 21.  
(photo: Chritian Berthold)**



**Anne Morelli, historienne,  
professeur à l'ULB.**

## Les principaux événements de l'année écoulée

Il n'y a pas eu d'événements importants, il n'y a rien eu de bien. Que des guerres, partout dans le monde, les essais nucléaires... Le monde ne va pas bien. Le monde ne nous apporte rien.

L'année noire. Menace de lock-out, astreintes, immixtion permanente des tribunaux dans les conflits sociaux. La pauvreté ne fait qu'augmenter, comme le phénomène d'exclusion, de rejet, le blocage des salaires, les restructurations, les délocalisations, les fermetures partout. Dans une entreprise textile de ma région, trois cents personnes risquent encore de perdre leur emploi.

Sur le plan international : la guerre en ex-Yougoslavie et la complicité du gouvernement belge dans le génocide au Rwanda. Sur le plan national : Godfroid de la Sabena qui renie toutes les conventions collectives du travail; les restructurations à la chaîne; le licenciement des délégués et l'attaque patronale contre le droit de grève.

Tendance croissante à la fascisation de notre société : répression violente de la manifestation des jeunes à Liège, arrestation de trois cents syndicalistes à Sabena, confiscation du matériel des journalistes arrêtés, menace de Godfroid contre les syndicalistes de gauche; première occupation d'un pays européen par les troupes de l'OTAN en ex-Yougoslavie; couverture des auteurs du génocide au Rwanda.

La fin provisoire des tueries en ex-Yougoslavie et le fait que le mouvement zapatiste au Mexique est connu dans le monde entier.

Je regarde les événements avec du recul. Ce sont les conséquences qui en déterminent l'importance. Si l'assassinat de Rabin entraîne une guerre civile entre juifs, on se souviendra de lui dans dix ans. On n'a pas oublié l'assassinat de Sarajevo, car il a déclenché la Première Guerre mondiale. Je retiens les événements en Algérie, la victoire des intégristes en Turquie. Les élections à l'Est montrent que même si les partis communistes élus sont plutôt sociaux-démocrates, les gens votent pour eux par nostalgie de la sécurité d'emploi.



## L'action, la grève ou la lutte la plus marquante

La révolte des jeunes à Molenbeek après que les gendarmes ont vidé leurs armes sur Turgut. Les jeunes avaient raison de se révolter. Maintenant, ce sont les jeunes qui sont condamnés à 4 ans de prison, sans preuves. Nous devons être plus intelligents à l'avenir. Faire en sorte que ce soient les coupables, les gendarmes, ceux qui tirent, qui aillent en prison, pas les jeunes.

La manifestation des services publics du 13 décembre.

Sans aucun doute le million de signatures pour la pétition d'Objectif 479.917 pour les droits politiques et sociaux égaux pour les immigrés. Mais aussi la riposte des travailleurs au Plan global bis : 60.000 travailleurs dans la rue le 13 décembre, cela faisait des années qu'on n'avait plus vu cela.

La grève des services publics en France et le soutien dont elle a joui parmi la population française. Elle exprime un ras-le-bol profond et généralisé dans la politique d'austérité inspirée par Maastricht. Le silence du parti socialiste français fait clairement apparaître l'asservissement total de la social-démocratie internationale à cette politique.

La plupart des luttes sont très fortes et énergiques mais n'ont pas beaucoup de perspectives. Il suffit que "ceux d'en face" utilisent la répression... Il n'y a pas encore de conscience collective. En France, on a peut-être vu la lutte qui va le plus loin avec la conscience que le gouvernement veut foutre les services publics en l'air.

La manifestation des fonctionnaires en Belgique. On croyait que les accords de Maastricht ne poseraient pas de problème, que la déflation serait acceptée et que les syndicats s'affaibliraient. Les mouvements sociaux nous ont prouvés le contraire. Les Français et les Belges sont motivés pour défendre la Sécurité sociale. Une première : des petites villes en France qui n'avaient pas de tradition ouvrière combative se sont aussi mobilisées contre le démantèlement des acquis sociaux.

Tu veux aussi donner ton avis ?

Envoie-le à Rebelle, bd. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Les réponses les plus rapides seront publiées...

## Souhaits pour l'année 1996

Je souhaite que les jeunes s'unissent, pour apprendre. Les jeunes ont besoin du savoir : c'est un droit. Et pas seulement les mathématiques, les langues, mais apprendre comment vivre : notre histoire, la vérité des choses, sur les drogues, le Sida, comment vivre en couple... Avant tout nous voulons le droit au savoir.

Que la Sécurité sociale reste sous sa forme actuelle, nationale. 470.000 familles sont surendetées. 1.700.000 personnes ont un compte en banque en négatif. Je souhaite le retour du plein-emploi. 45 milliards ont été concédés par les ménages pour si peu d'emplois créés. Il y a 26.000 milliards d'argent dormant en Belgique. Il doit servir à créer de l'emploi. J'aimerais également que d'ici 1997, un accord interprofessionnel soit conclu qui permette la liberté de négociation et une hausse salariale dans tous les secteurs.

Continuer l'action d'Objectif 479.917 pour les droits égaux. Cent "entreprises sans racisme" en 1996, c'est possible. Je souhaite que le combat des travailleurs se poursuive dans l'unité, que les organisations syndicales mobilisent à chaque fois que les droits syndicaux sont bafoués, pour une réelle protection des délégués et du droit de grève.

Je souhaite à la classe ouvrière et aux autres travailleurs, actifs ou non-actifs de trouver à leur tête des directions syndicales à la hauteur de leurs attentes; à la jeunesse de s'unir aux travailleurs pour exiger le refinancement intégral de tous les services publics. Je souhaite à notre parti un franc succès lors de sa campagne nationale "Adhérez au PTB".

Je souhaite un maximum de conscience collective à ceux qui doivent se battre, en finir avec le fatalisme et la pensée unique (compétitivité, flexibilité...). Avant c'était l'exploitation, maintenant l'exclusion. Les maîtres du monde s'en foutent. Ils contrôlent plus facilement des gens isolés que 5.000 ouvriers dans une usine. On est très loin du rêve de la "société des loisirs", cette arnaque. A ceux qui nous font croire le contraire, je ne leur souhaite rien de bon.

Je souhaite que la propagande ambiante pour la pensée dominante se heurte de plus en plus à l'esprit critique des gens.

# Etudes Marxistes : échos positifs

Pour les sceptiques qui ont attendu le deuxième numéro pour s'abonner...

**Le nouveau mensuel *Etudes Marxistes* se veut un outil indispensable pour ceux qui souhaitent des analyses marxistes approfondies. «Voilà ce que j'attends depuis longtemps, nous disait un ouvrier de Charleroi. Je recherche des articles qui vont plus à fond dans la théorie marxiste.» Nous n'avons reçu que des échos positifs sur la nouvelle formule : «plus attractive», «plus lisible» et «plus proche de l'actualité».**

Jo Cottenier

«Avant, je ne comprenais pas pourquoi le PTB ne créait pas un nouveau syndicat, explique un ouvrier de Charleroi. En lisant l'article sur le Plan global, j'ai vu clair.» Une revue théorique, mais sur des questions de la pratique. C'est une formule qui plaît beaucoup, aux ouvriers aussi. Une autre expérience me fut relatée à propos d'un militant pour la paix en Yougoslavie. Après avoir lu le bilan du parti sur la campagne contre le Plan global, le camarade a compris pour la première fois ce que signifie être "économiste" et "intellectualiste".

Il a évalué sur cette base sa propre pratique. «Il faut que je fasse attention, dit-il, que mon travail pour les enfants de Banja Luka ne devienne pas une activité purement humaniste, que j'y donne un sens politique et révolutionnaire.

D'autre part, c'est grâce à mon activité pratique de collecte de vêtements, que j'ai pu nouer de nouveaux contacts et que j'ai pu progresser dans ma commune. Un intellectualiste, qui se contente de livrer des commentaires n'en ferait effectivement pas autant.»

## Un dossier sur la Sécu

*Etudes Marxistes* est certainement la seule revue théorique marxiste qui publie aussi des articles sur l'expérience pratique de la construction d'un parti révolutionnaire. Le deuxième numéro vous fera assister aux débats dans le PTB sur le résultat des élections législatives de 1995 (Herwig Lerouge). Ce résultat fut décevant et un marxiste ne cherche jamais à embellir la réalité. L'article relate les débats internes sur les fautes politiques, tactiques et organisationnelles qui

furent commises par la direction nationale au cours de cette campagne. Quelques questions-clés : n'avons-nous pas sous-estimé la capacité de récupération de la social-démocratie ? Quelle doit être la relation correcte entre la lutte contre les partis fascistes et la lutte contre les partis traditionnels ?

Le dossier du mois est consacré à la Sécurité sociale. Le premier article (Carl Cauwenbergh) démontre que la Sécurité sociale n'est pas une conquête de la social-démocratie. Il traite aussi de la part de conquête ouvrière et de récupération anticommuniste dans l'instauration de la Sécurité sociale. Le deuxième article (Frans Van Acoleyen) analyse les plans de réforme de la Sécurité sociale. Tout le monde parle de la "modernisation" de la Sécu. En réalité, il s'agit d'un démantèlement déguisé mais fondamental. Que ce soit par la sélectivité, les deux piliers, la cotisation sociale généralisée... L'article vous guidera vers une vision cohérente et anticapitaliste des menaces qui pèsent sur le système et propose de sauver la Sécurité sociale avec l'argent des riches.

Autre thème de l'actualité : la révision du procès d'Irma Laplasse. Juliette Broder parle au nom de toute la résistance quand elle s'oppose à l'amnistie des 585 anciens collaborateurs (qui n'ont pas encore été amnistiés). Le procès Laplasse ouvre la porte à cette amnistie généralisée.

Dans les Thèses sur la Yougoslavie, Michel Collon analyse le conflit yougoslave, ses enjeux, les contradictions entre les grandes puissances et les positions des principaux dirigeants impliqués. C'est une mise à jour extrêmement éclairante. Les accords de Dayton nous promettent la fin des hostilités. Pourtant la Pax Americana ne mettra pas fin aux rivalités ni aux enjeux stratégiques dans les Balkans.

La rubrique Livres est consacrée à la doctrine Kitson (Dominique



Dans le deuxième numéro du mensuel *Etudes Marxistes*, un dossier sur la Sécurité sociale. Une vision anticapitaliste des menaces qui pèsent sur le système et la proposition de sauver la Sécu avec l'argent des riches.

Moulin et Jeanne Leblanc). Cette théorie résume l'expérience bourgeoise la plus avancée en ce qui concerne la contre-révolution et le combat contre les luttes et mouvements populaires. L'application de

cette doctrine, élaborée dans le laboratoire de la répression, l'Irlande du Nord, se vérifie dans deux conflits : la grève des mineurs britanniques et la grève des mineurs au Limbourg.

## Abonnement à EM

Nom :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Tél.:

Je m'abonne pour un an à *Etudes Marxistes*. Je joins un chèque de 1.500 FB (1.100 FB étudiants, chômeurs, moins de 18 ans et plus de 60 ans)

Je paie par virement au compte 001-2433847-96 de INEM, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Envoyez-moi le sommaire des précédents numéros

Envoyez-moi les tarifs pour l'étranger et pour l'abonnement combiné avec *Solidaire*.

A renvoyer à INEM, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

## Un ouvrier offre 700.000 francs au PTB

«Parce que notre parti choisit toujours de manière conséquente le camp des opprimés»

Luc Vynckier

Au meeting du parti contre le Plan Global bis à Anvers, Mia et Fonny, Mie et Guido et bien d'autres ont apporté de magnifiques témoignages sur leur travail avec le référendum du PTB parmi la population. Luk Vervaet, qui présidait le meeting, a remercié un ouvrier présent dans la salle qui a offert 700.000 francs au parti. Après le meeting, nous lui avons demandé ce qui l'avait amené à offrir au parti une somme dépassant largement un salaire annuel.

**Jef.** C'est en effet de l'argent pour lequel j'ai travaillé toute ma vie et un ouvrier gagne son argent à la

sueur du front.

Mais ce n'était pas un coup de tête ni un coup de folie. Non, j'y ai réfléchi mûrement. Ma femme aussi d'ailleurs. Je lis *Solidaire* depuis 1979 et j'ai appris à apprécier le parti parce qu'il choisit toujours de manière conséquente le camp des opprimés. Les riches détestent et dénigrent le communisme, mais c'est la plus belle forme de société que les travailleurs puissent imaginer.

La chute des pays de l'Est et de l'Union soviétique a fait disparaître ce qui restait encore de communisme en Europe. C'est la raison pour laquelle je veux soutenir le parti qui lutte ici pour l'idéal communiste.

**A l'âge de 72 ans, après une vie de dur labeur, après avoir été militant syndical pendant de longues années, n'as-tu pas pensé à vivre plus calmement ?**

**Jef.** J'ai commencé à apprécier le journal *Solidaire* à tel point que je me suis mis à le vendre. Je me rends cinq fois par mois au pointage des chômeurs. Cette année, j'y ai vendu 725 journaux et depuis juin j'ai fait six abonnements avec domiciliation.

Au bureau de pointage, je suis confronté semaine après semaine à la misère des gens : problèmes sociaux, manque d'argent, absence d'emplois... Inimaginable. La plupart des gens se heurtent directement ou indirectement au

système capitaliste pour qui la concurrence et le bénéfice prime devant les besoins des travailleurs : un emploi et un revenu décent. Leurs récits ne me dépriment pas, parce que nous pouvons faire quelque chose. Pourquoi resterais-je dans mon coin à ruminer, pourquoi mettrais-je mon argent de côté, alors que le parti peut l'employer beaucoup plus utilement pour son matériel révolutionnaire ?

**Offrir une telle somme au parti, n'est-ce pas une forme excessive d'idéalisme ?**

**Jef.** Je vois que les cadres du parti et les médecins de Médecine pour le Peuple vivent d'un revenu ouvrier

modeste. Cela m'inspire. Des camarades, qui auraient pu faire une carrière et vivre une vie de riche, luttent avec détermination dans le camp des exploités. C'est une question de choix. Ces 700.000 francs sont mon choix à moi.

Je suis absolument certain qu'ils seront bien utilisés. Pas pour des bonzes du parti, ou de belles bagnoles, mais pour payer des cadres du parti qui travaillent dur et vivent sobrement, pour financer des tracts, des journaux, des publications et tout le matériel qui sert à former et à informer les travailleurs, à leur faire comprendre que la lutte de classe contre les exploités est leur seule issue.

Envoyez vos lettres à Solidaire  
Bd. M.Lemonnier 171  
1000 Bruxelles.  
La rédaction se réserve le droit  
d'abréger les lettres.

## Réfugiés traités comme des criminels

Le 18 novembre, 200 personnes, pour la moitié des réfugiés africains, ont manifesté sur la place Koninck à Anvers contre les rafles organisées par le conseil communal SP-CVP-VLD-Agalev-BSV.

Deux femmes belges, des "blanches", participaient à l'action. L'une est la compagne d'un réfugié sénégalais, l'autre d'un réfugié angolais. Elles sont choquées par le traitement que la "démocratie" belge et le gouvernement inflige aux réfugiés. Diane, mère de deux enfants, raconte : « Mon ami s'était rendu chez le boulanger. La gendarmerie l'a contrôlé puis jeté en prison. Son crime ? Il aurait un faux passeport. Il devra comparaître devant le tribunal correctionnel. Il risque une année de prison et ensuite l'expulsion vers son pays d'origine. Les gendarmes l'ont traité de manière raciste. Il est musulman et porte un talisman qui a pour lui une grande signification religieuse. Les gendarmes l'ont ouvert et jeté à la poubelle. Dans sa cellule, il a demandé un petit tapis pour prier. On le lui a refusé. Ensuite, j'ai subi une perquisition à mon domicile. Ils ont forcé ma serrure. Les frais du serrurier sont à ma charge. Toute ma maison était retournée. Ils avaient arraché les cartes postales des murs, examiné les photos, comme s'il s'agissait d'un meurtrier. « Je te conseille de ne pas te mêler aux noirs de la place Koninck. », m'a dit un gendarme. J'y étais lorsqu'ils ont effectué des rafles dans les cafés. Les blancs devaient prendre place d'un côté, les noirs de l'autre. Ceux qui ne s'exécutaient pas assez vite, attrapaient des coups de matraque. Nous étions impuissants face à

cette brutalité. Mon fils a la peau brune. Il y a quelques années — il avait dix ans — les flics l'ont tabassé. Ils avaient tracé une ligne sur la rue que les "macaques" ne pouvaient franchir avec leur vélo. Il a dépassé la barrière et il est rentré à la maison en rampant. »

R. vit avec son ami depuis deux ans. « Nous voulons nous marier, mais c'est pratiquement impossible avec une personne qui n'est pas en ordre de séjour. On exige des papiers de son pays d'origine. Mais puisqu'il a demandé le droit d'asile, il ne peut les obtenir. On l'a arrêté et jeté en prison. Chez nous aussi, trois gendarmes sont venus perquisitionner de manière brutale. Ils ont insulté un ami africain en visite chez nous : « Qui es-tu ? Fous le camp d'ici. » Les deux chambres à coucher ont été mises sens dessus dessous. Nous avons le sentiment d'être impuissants. Tout conseil et toute aide sont les bienvenus. »

**Jef Bruynseels**  
Anvers

## TGV pour l'élite

Je me permets de vous transmettre quelques réflexions sur le futur TGV Bruxelles-Liège-Cologne. Actuellement, il existe un train Paris-Cologne via Charleroi, Namur et Liège.

Je ne pense pas que le futur TGV sera beaucoup plus rapide que ce train car il utilisera un trajet plus long. Il devra traverser l'agglomération bruxelloise et sa vitesse sera limitée sur certains tronçons. La mise en service de ce TGV entraînera une diminution des fréquences, voire la disparition des lignes internationales suivantes : Paris-Mons-Bruxelles, Paris-Charleroi-Bruxelles, Paris-Charleroi-Namur-Liège-Cologne. Ce TGV sera donc une mauvaise affaire pour les habitants de Namur, Charleroi et Mons. Le TGV Bruxelles-Liège-Cologne n'apporte rien à la Flandre car il la traverse sans s'y arrêter. Ce TGV va coûter des dizaines de milliards de francs. Où vont-ils les trouver ? Soit en taxant

davantage les salariés. Soit en faisant payer plus cher un service moins bon aux abonnés et navetteurs. Cela pourrait signifier : suppression d'arrêts, fermetures de lignes secondaires, cadences moindres et pertes d'emplois à la SNCB. Or la majorité des usagers qui subiront les conséquences de ces restrictions n'auront guère l'occasion d'utiliser le TGV destiné aux PDG pressés et aux hauts fonctionnaires, lesquels ne payent généralement pas leur billet de train avec une partie de leur salaire. On va donc vers un réseau ferroviaire à deux vitesses : des TGV rapides pour l'élite et des heures perdues dans les gares ou dans des trains vétustes pour les salariés navetteurs. Pourquoi ne pas mettre sur pied un train international direct Cologne-Calais via Liège, Charleroi et Lille qui permettrait aux habitants des principales villes wallonnes d'aller à Paris ou à Londres par le chemin le plus court et en changeant une seule fois de train.

En effet, ils trouvent à Lille le TGV pour Paris et à Calais le TGV pour Londres. Ce train ne nécessiterait aucun investissement et n'aurait donc aucune conséquence négative pour l'usager de tous les jours. L'argent ainsi économisé permettrait d'améliorer l'état du matériel roulant et du réseau secondaire. Il est grand temps de se mobiliser contre la construction d'un réseau ferroviaire à deux visages et de proposer des solutions alternatives.

**M.C.**  
Miécret

## Le capitalisme ordinaire

J'ai travaillé vingt ans dans une firme de location de grues et de bulldozer. Elle occupe une centaine de travailleurs. Nous y faisons du terrassement, notamment pour des écluses. En octobre 93, j'ai été licencié prétendument pour des raisons de réorganisation, mais juste avant la firme avait encore engagé sept nou-

veaux ouvriers. Sur mon C4 ne figurait aucun motif de licenciement. Que s'est-il passé ? Comme je suis un bon travailleur et que je suis prudent, on m'avait donné un travail très sale. Ma grue était pleine de boue et mes employeurs exigeaient que je la nettoie. J'ai refusé. C'est ainsi que je me retrouve dans la rue après plus de vingt ans de service. D'un salaire de 50.000 francs, je suis retombé à une allocation de chômage de 30.000. Je cherche du travail, mais j'ai 48 ans et on me trouve trop vieux partout. Ce système est pourri. S'il y a trop de travail, les ouvriers pressent — en noir — des heures supplémentaires comme des fous, ou bien ils travaillent même pendant les congés. On engage des travailleurs bon marché des Pays-Bas, des hommes sans permis de conduire, qui sont mis comme ça sur un camion. Des chauffeurs sont transférés au secteur de transport, avec un autre statut et donc un salaire moindre. Parfois le patron nous disait d'aller voler de la terre à gauche et à droite. Il est grand temps que les gens se révoltent, qu'il y ait une grève générale, parce que toutes ces grèves courtes et séparées ne résolvent rien.

**E.W.**  
Anvers

## Le droit au travail pour tous

Priver un homme d'un métier et d'un salaire, quel meurtre psychologique. Le chômeur, mal dans sa peau, se sent comme un pion, quelqu'un qui ne peut plus décider de sa vie. Il vit au jour le jour et ne peut guère faire de projets. Dans un mois, dans six mois, aura-t-il du travail ? Alors déménager, se marier, avoir des enfants, quel risque. Vivre un présent restreint n'est pas facile, d'autant que l'attente pèse. Le chômeur attend la réponse promise au coup de téléphone, à l'entretien, à la petite annonce à laquelle il a donné suite. Ou bien il attend l'heure du pointage pour organiser sa

journalière. Chercher du boulot, longtemps par tous les moyens, essayer des refus : "n'a pas fait son service militaire", "trop jeune", "trop vieux", "pas assez d'expérience" (comment l'acquiescer ?), "formation non idéale", ou "justement on vient de trouver la personne rêvée". Après un temps, le chômeur se résigne. Ces recherches, ces refus ont raison de son courage. Et sans doute certains ne chercheront plus, parce qu'ils ne peuvent pas vivre un découragement perpétuel. Au seuil de leur vie professionnelle, des jeunes ont déjà capitulé. En sont-ils responsable ? Sans emploi, après les études, on reste un peu, quel que soit son âge, l'enfant a la maison, qui dépend toujours financièrement des parents. Ce n'est gai pour personne. Pour les parents non plus. Les reproches s'accumulent de part et d'autre et l'atmosphère devient parfois irrespirable. Le mari qui ne peut plus subvenir aux besoins de sa famille vit la détresse des siens comme un reproche. Il se sent inutile à la société, inutile pour ceux qui l'aiment. La déprime s'installe, l'alcool, le divorce, la gangrène fait son travail.

Mal dans sa peau, rejeté par les autres, ignoré par ses anciens compagnons de travail, en bagarre à la maison, le chômeur se replie sur lui-même. Il se pose des questions sur ses capacités, son avenir. Honteux, gêné, il n'ose même plus avouer qu'il est chômeur.

Et pendant ce temps par un détachement sans comparaison et un individualisme arrogant, des politiciens "soucieux" du respect des droits de l'homme laissent sans assistance des personnes qu'ils savent moralement, socialement et financièrement en danger.

De telles pratiques inhumaines sont à condamner, car chaque être humain a le droit au travail, dans des conditions équitables et satisfaisantes, et à la protection contre le chômage. Article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

**D.M., déléguée CSC,**  
Charleroi

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

**Contre qui le PTB se bat-il ?** Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB ?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé un gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

**L'impérialisme c'est la guerre.** La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

## Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

**Le mouvement communiste.** Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.**  
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gp.apc.org

**Rédacteur en chef:** Kris Merckx

**Editeur responsable:** Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique : compte en banque 001-0728997-21

Etranger : compte chèque postal: 000-1666959-14

\* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et envoyez-le à  
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal:

Commune:

Age:

Entreprise/Ecole:

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

# «Les fascistes ne devront plus marcher avec des bottes»

Jean-Paul Brilmaker, avocat, s'oppose à la politique de Vande Lanotte

Président de la section liégeoise de la Ligue des droits de l'homme, Jean-Paul Brilmaker est aussi défenseur des demandeurs d'asile. C'est un des responsables du cercle culturel Carlo Lévi, actif dans la lutte contre le fascisme à Liège. Jean Paul Brilmaker a pris la parole à la commémoration de la nuit de Cristal, organisée par le collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite.

Stef Vanthuynne

**Dans votre discours lors de la commémoration de la nuit de Cristal, vous avez souligné le rôle de l'Etat dans le développement des idées fascistes.**

**Jean-Paul Brilmaker.** En effet, les démocrates commémorent la nuit de Cristal (début des persécutions nazies contre les juifs en Allemagne) parce qu'ils voient une évolution similaire à celle des années trente. Un processus de banalisation des discriminations opérées à certaines parties de la population parce qu'elles sont d'origine étrangère. Un développement exploité par les partis d'extrême droite qui cultivent la xénophobie pour des raisons électorales et qui veulent par les élections être présent dans les structures de l'Etat.

Mais il y a un autre aspect : des pratiques qui entravent gravement les droits individuels et qui émanent des pouvoirs publics démocratiques. Le plus grave actuellement dans ce domaine, ce sont les mesures et projets du ministre de l'Intérieur Vande Lanotte à l'encontre des réfugiés. Elles visent à officialiser le non-respect de la loi et les pratiques illégales et antidémocratiques de l'Office des Etrangers. Les libertés qui sont ainsi mise en cause

l'étaient aussi à l'époque nazie.

**Pouvez-vous donner des exemples ?**

**Jean-Paul Brilmaker.** Par exemple la liberté de fixer sa résidence et celle d'avoir un procès juste et équitable. La procédure de demande d'asile entrave gravement ce droit. Le droit à de ne pas être enfermé de manière arbitraire, est un autre exemple. Vande Lanotte prévoit «la mise à la disposition du gouvernement» d'une manière illimitée, sans recours. Le droit à la protection de la vie de famille, au regroupement familial, au mariage sont de plus en plus menacés. J'ai dû défendre une personne de nationalité belge qui voulait épouser une personne de nationalité marocaine.

A l'Hôtel de Ville, on dissuade la personne de se marier. Il est de plus en plus difficile d'obtenir un mariage "mixte". Nous vivons en fait le processus inverse de l'Afrique du Sud, où là on a aboli l'apartheid. Nous aurons un apartheid légalisé.

En plus le droit à la culture est menacé. Il est pratiquement impossible pour les groupes de musique d'Afrique d'obtenir un visa pour l'Europe. Cela veut aussi dire que notre droit de bénéficier des créations artistiques de la planète est lésé. Les droits collectifs des travailleurs



Jean-Paul Brilmaker : «Le plus grave est que ces atteintes aux droits de l'homme viennent du pouvoir en place. Les fascistes n'auront plus besoin de marcher avec des bottes, le système fasciste sera déjà mis en place par les pouvoirs publics.»

sont de plus en plus en danger. Les conventions collectives garantissent les droits de chacun envers le patron. Petit à petit, des entorses aux lois ont été introduites dans ces conventions. Tout cela mine la capacité de résistance des travailleurs et des syndicats au capital. Le plus grave est que ces atteintes aux droits de l'homme viennent du pouvoir en place. Les fascistes n'auront plus besoin de marcher avec des bottes, le système fasciste sera déjà mis en place par les pouvoirs publics.

**Les droits de l'homme directement mis en cause par le capital**

**Comment vous expliquez ce processus de fascisation ?**

**Jean-Paul Brilmaker.** Nous sommes en effet dans un processus de fascisation qu'on ne veut pas voir. Il y a une certaine lâcheté des mandataires publics qui ne veulent rien faire contre cela. La fascisation est particulièrement claire au niveau de l'Office des Etrangers ou de la Sûreté de l'Etat, qui fait ce qu'elle veut. Et n'oublions pas qu'elle ne défend pas n'importe quel Etat mais bien l'Etat capitaliste.

Ce n'est pas un hasard. Une logique internationale oblige le capital à faire circuler de plus en plus la monnaie et pousse à la spéculation. Tellement le besoin de plus-value immédiate est grand. Il y a de telle disparité entre les parties de la planète qu'il n'y a plus de possibilité d'obtenir un échange équitable. Il n'y a qu'une possibili-

té : voler, voler... tous les moyens sont bon. Et il faut diminuer les droits démocratiques en conséquence.

Quand on voit les impératifs du capital au niveau international et national, on constate que la concentration du capital financier est devenue telle que chaque décision a une portée mondiale. Les capitalistes poussent à la liberté de spéculer et d'exploiter, particulièrement dans les pays de l'Est et du tiers monde. Les droits de l'homme sont mis en cause par cette logique. La politique à l'égard des étrangers est la même que la politique à l'égard des travailleurs. Les accords de Shengen servent à cela.

**Quelles sont les implications pour la stratégie antifasciste ?**

**Jean-Paul Brilmaker.** D'abord l'unité. Il ne faut pas vouloir avoir raison à tout prix, il faut s'écouter l'un l'autre. On a le droit d'avoir des approches et des sensibilités différentes. On doit parvenir ensuite à discuter de points précis et se mettre d'accord pour une meilleure efficacité. Il faut un certain nombre de conditions pour assurer le succès dans le combat antifasciste.

Parmi ces conditions il importera de souligner la mise en cause de la responsabilité du capital et de la logique même du capital. Si vous voyez les ministres, qu'ils soient libéraux ou socialistes, leur marge de manoeuvre est la même par rapport au pouvoir du capital : zéro. Chaque mouvement démocratique doit se rendre compte de cela. Les droits de l'homme sont directement mis en cause par le capital. Mon engagement pour les droits de l'homme est intimement lié à la mise en cause de la logique du capital.

## Hickson Manroe, Entreprise Sans Racisme

Message de Philippe Daenen, délégué principal

Hickson Manroe, petite usine chimique d'Ougrée (ex-Tensia), en région liégeoise, a rejoint les Entreprises Sans Racisme. Témoignage du promoteur de ce succès, Philippe Daenen.

«C'est avec plaisir et beaucoup de fierté que j'adresse ces quelques mots aux responsables d'Objectif 479.917. Je suis délégué principal FGTB-Centrale Générale de l'usine d'Hickson Manroe à Ougrée. Elle emploie 97 personnes. Nous sommes environ 45 % d'immigrés de neuf nationalités différentes.

Sachez que chez nous la signature de la pétition n'a posé aucun problème : chacun a bien compris l'importance de l'enjeu. Notre délégation syndicale n'a eu qu'à

donner à nos affiliés quelques explications complémentaires pour que tous, en dehors de l'entreprise, puissent contrecarrer le discours raciste que nous pouvons entendre dans la vie de tous les jours.

Nous souhaiterions que de plus en plus d'entreprises soient déclarées sans racisme, car les gens d'extrême droite doivent savoir, que nous constituons dans et en dehors de nos usines une force véritablement antifasciste.

Je voudrais aussi fustiger nos responsables syndicaux et les hommes politiques pour leur rappeler que le combat contre l'extrême droite commence par une alternative sérieuse et surtout

efficace contre l'exclusion sociale et les restrictions imposées par le Plan global et toutes les autres mesures qui favorisent cette exclusion. Plus il y aura d'opprimés, plus il y aura des gens en rupture de société, plus le discours raciste et xénophobe sera puissant.

Notre souhait est de voir tous les travailleurs solidaires. C'est cette solidarité qui est dans le collimateur de l'extrême droite... Combattons.»

Les travailleurs belges et immigrés d'Hickson Manroe ont lutté côte à côte durant trois semaines, en février 1994. Ils ont occupé l'usine contre le plan patronal de diminuer les salaires, réduire le

personnel et augmenter le temps de travail. L'unité des travailleurs

fut la clé du succès de cette lutte : aucune mesure n'a été réalisée.

### Liège pour les droits égaux

Samedi 13 janvier, dès 19h30 à Liège.

20h : "Coupable d'Innocence", théâtre par Jacques Lansberg. Bernard Godefroid, écrivain politique dédicacera ses livres sur place. 21h45 : remise de diplôme aux premières Entreprises sans Racisme à Liège. 22h30 : soirée musicale avec

Gomma Percussions, Dreaming Revolution, Graze. Salle Le Moderne, rue Ste Walburge 1, Liège.

Org. : Objectif 479.917 en collaboration avec La Courte Echelle, Le Moderne, CEF. Renseignements : tél. 041/64.73.33, 041/37.70.41, 041/64.50.57.